



**ENTREPRENDRE
AU CAMBODGE
2019-2020**

ÉDITO

Chers membres, futurs membres et chers lecteurs,

Au nom de toute la Chambre de Commerce et d'Industrie France Cambodge (CCIFC), je suis heureux de vous présenter l'édition 2019 du guide *Entreprendre au Cambodge* qui nous l'espérons, vous permettra d'avoir une lecture claire et utile de l'environnement et du climat des affaires au Cambodge.

Chaque année, nous sommes heureux d'observer l'augmentation des montants et la montée en gamme des investissements français au Cambodge. Avec 357 M EUR de stock d'investissements français en 2017 (+14% par rapport à l'année précédente), la France est le premier investisseur européen au Cambodge grâce notamment à la présence historique de quelques groupes du CAC40 (Vinci, Total, Accor...) et d'autres acteurs plus récents : Pernod Ricard, BRED Bank, Decathlon qui a récemment inauguré une première grande surface sportive à Aeon mall 2, Peugeot qui prévoit d'ouvrir un showroom dans l'artère principale de la Capitale ou encore Conforama qui a annoncé l'ouverture prochaine de plusieurs magasins. Les échanges bilatéraux entre nos deux pays ont pour la première fois dépassé le milliard d'euros en 2018 avec des exportations françaises qui se diversifient. L'attractivité et la notoriété du Cambodge auprès des entrepreneurs français y jouent certainement pour beaucoup. Si vous lisez ces lignes c'est que vous avez, vous aussi, perçu les opportunités de ce pays situé au cœur de l'ASEAN, l'une des régions les plus dynamiques du monde.

Bien sûr, et vous le verrez dans ce guide, il reste encore de nouveaux défis à relever. C'est pourquoi nous souhaitons vous apporter un bagage pratique et utile à l'initiation de votre projet professionnel au Cambodge.

Dans ce contexte, la mission de la CCIFC est d'assurer la promotion des échanges commerciaux et des investissements entre la France et le Cambodge, renforcer les liens entre les différentes communautés d'affaires et apporter son soutien aux entrepreneurs et industriels français

souhaitant accéder au marché cambodgien. La CCIFC multiplie les initiatives, les rencontres et les commissions thématiques afin de continuellement informer, accompagner et favoriser les rencontres entre les membres de notre communauté.

Intégrée à la chambre de commerce européenne (EuroCham) à laquelle nous déléguons l'organisation des services aux entreprises, l'équipe de la CCIFC est disponible pour suivre votre projet professionnel de la première mission au Cambodge à l'intégration du marché.

C'est avec l'appui d'acteurs institutionnels, comme le service économique de l'ambassade de France et la section Cambodge des Conseillers du commerce extérieur que nous avons à cœur de vous livrer l'information la plus juste. Pour suivre les évolutions rapides du Cambodge, nous publierons des mises à jour régulières de ce guide.

Il me reste à vous souhaiter une bonne lecture et si besoin était, vous rappeler que la CCIFC et ses membres, se tiennent à votre disposition, afin de répondre à vos besoins et de vous permettre de réussir au mieux votre aventure entrepreneuriale au Cambodge.

Guillaume Massin, président de la CCIFC



CROÎTRE

avec les prêts Bred

Nous sommes la seule banque Européenne au Cambodge et nous avons 100 ans d'expérience.



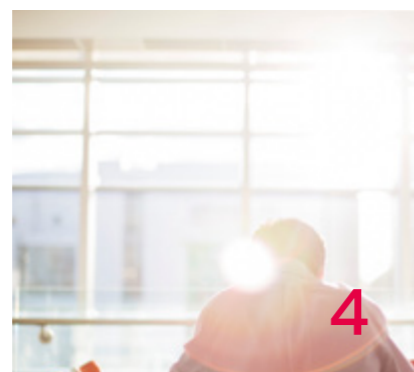
Address: No. 30, Preah Norodom Boulevard, Sangkat Phsar Thmey 3
Khan Daun Penh, Phnom Penh, Cambodia
Telephone: +855 23 999 222
Email: contact@bredcambodia.com

GrowYourBusinessByBRED
BREDBank Cambodia



Start
WITH BRED
Grow
WITH BRED

SOMMAIRE



Acronymes

P. 06 - 09

1. À propos du Cambodge

P. 10 - 17

2. Echanges internationaux et investissements

P. 18 - 27

3. Secteurs d'opportunité pour l'offre française

P. 28 - 53

4. Soutiens et défis du développement au Cambodge

P. 54 - 61

5. Conseils aux entrepreneurs

P. 62 - 73

6. Cadre juridique

P. 74 - 93

7. Premier pas au Cambodge

P. 94 - 95

Contacts

P. 98 - 99

ACRONYMES

A à J

A

AFD

Agence Française
de Développement

AGT

Automated Gateway Transit
Transports Urbains automatiques

AFTA

ASEAN Free Trade Area
*Projet d'organisation économique
fondé sur l'ASEAN*

ASEAN

Association of Southeast
Asian Nations

B

BCC

Business Corporation Contract

C

CAA

Cambodia Angkor Air

CAMCONTROL

Cambodia Import-Export
Inspection and Fraud Repression
Directorate General
*Direction Générale de l'inspection
import-export et de la répression
des fraudes*

CCIFC

Chambre de Commerce et
d'Industrie France Cambodge

CDC

Conseil pour le Développement du
Cambodge

CDD

Contrat à Durée Déterminée

CDI

Contrat à Durée Indéterminée

CEPT

Common Effective
Preferential Tariff
Tarif Préférentiel Effectif Commun

Concession BOT

Build Operate Transfer
*Concession Construction
Exploitation Transfert pour
l'exploitation et l'entretien
d'infrastructures*

CNUCED

Conférence des Nations Unies sur le
commerce
et le développement

CSEZB

Cambodia Special Economic Zone
Board
*Comité cambodgien des Zones
Economiques Spéciales*

D

DFQF

Duty Free Quota Free
*Accès libre de droits de douane et
de quotas pour les produits issus des
pays les moins développés*

E

EDF

Electricité de France

F

FMI

Fonds Monétaire International

G

G20

Groupe des Vingt

GDT

General Department of taxation
Département général des taxes

GSP

Generalised Scheme
of Preferences
Système Généralisé de Préférences

I

IDE

Investissement direct étranger

INC

Institut des Normes du Cambodge

ISC

Institute of Standards
of Cambodia

J

JICA

Japan International Cooperation
Agency
*Agence japonaise de coopération
internationale*

K à Z

C

K**KOICA**

Korea International
Cooperation Agency
*Agence coréenne de coopération
internationale*

L**LACRCR**

Law of the Amendment of the
Law of Commercial Rules and
Commercial Registrar

LCE

Law on Commercial Enterprises

LCRCR

Law of Commercial Rules and
Commercial Register

LOT

Law of Taxation
Droit fiscal cambodgien

M**MOC**

Ministry of Commerce
Ministère du Commerce

MOE

Ministry of Environment
Ministère de l'environnement

MOT

Ministry of Tourism
Ministère du tourisme

MT

Minimum tax
Impôt minimum sur les Bénéfices

N**NSSF**

National Social Security Fund

O**OCDE**

Organisation de Coopération et
de développement économique

OIT

Organisation Internationale
du Travail

OMC

Organisation Mondiale
du Commerce

OMS

Organisation Mondiale
de la Santé

ONG

Organisation Non
Gouvernementale

OTC

Accord sur les Obstacles
Techniques du Commerce

P**PIB**

Produit Intérieur Brut

PMA

Pays les Moins Avancés

PME

Petites et Moyennes Entreprises

PMIS

Provincial & Municipal
Investment Sub-Committee
*Sous-comité d'investissement
provincial et municipal*

PPC

Parti du Peuple Cambodgien

PROPARCO

Filiale de l'AFD spécialisée dans
le financement du secteur privé

PSN

Parti du Salut National ou
Parti du Sauvetage National
(ancien CNRP)

Q**QIP**

Qualified Investment Projet
Projet d'Investissement qualifié

R**RSE**

Responsabilité Sociale
des Entreprises

S**SARL**

Société à Responsabilité limitée

**SCA Cambodia
Airport**

Société Concessionnaire
de l'Aéroport

SIAL

Salon International de
l'Alimentation

STARTUP

Jeune entreprise

T**TOP**

Tax on Profit
Taxe sur les Bénéfices

TPP

Transpacific Partnership
Accord de Partenariat Transpacifique

TVA

Taxe sur la Valeur Ajoutée

U**ULAC**

Unused Land Appraisal Committee
*Comité d'Evaluation des terrains
non utilisés*

USD

United States Dollars

Z**ZES**

Zones Economiques Spéciales

CHAPITRE 1

À PROPOS DU CAMBODGE

LES GRANDS CHIFFRES, LES GRANDS FAITS

Voisin de la Thaïlande à l'ouest, du Laos au nord et du Vietnam à l'est, le Cambodge s'étend sur 181 035 km², soit 1/3 du territoire français. Le Royaume du Cambodge est constitué d'une vaste plaine fertile inondée lors de la saison des pluies par un affluent du Mékong, le Tonlé Sap. Lorsqu'il est en crue, le Mékong vient alimenter cet immense lac intérieur, dont le cours s'inverse. Les reliefs (jusqu'à 1 000 mètres d'altitude), arides ou couverts de forêts, sont concentrés au nord (monts Dangrek), à l'est et au sud (chaîne des Cardamomes, qui isole la côte). Le Cambodge compte 3 grandes villes : Phnom Penh, la capitale ; Siem Reap, point d'entrée des temples d'Angkor et Sihanoukville, station balnéaire en plein développement.

CLIMAT

Situé un peu au-dessus de l'équateur, le Cambodge connaît un climat tropical rythmé par les vents de mousson : la saison sèche dure de novembre à avril, et la saison des pluies, de mai à octobre. L'ensoleillement est fort tout au long de l'année et près de 80% des précipitations annuelles tombent pendant la saison des pluies. Les températures varient de 35°C le jour et 18°C la nuit avec une température moyenne de 28°C. Les mois de décembre et janvier, à la fois secs et frais, sont les plus propices à un voyage au Cambodge.

RESSOURCES NATURELLES

Les ressources naturelles sont nombreuses parmi elles : le gaz naturel, le bois, les pierres précieuses, quelques minerais de fer, manganèse, fer, or et phosphates. Il existe un potentiel important d'énergie hydroélectrique. Des gisements de pétrole off-shore, situés dans des zones contestées avec la Thaïlande, demeurent inexploités.

INFRASTRUCTURES

Le Cambodge investit une part importante de ses ressources dans les transports pour favoriser les échanges avec l'étranger et connecter les principaux centres économiques du pays.

Le pays dispose de 3 aéroports internationaux, à Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville, opérés par Cambodia Airports, dont Vinci Airports est l'actionnaire majoritaire. Avec plus de 60 destinations directes opérées par plus de 50 compagnies aériennes, le réseau aérien cambodgien se densifie avec l'ouverture régulière et fréquente de nouvelles lignes internationales dont récemment un nouveau service de 5 vols hebdomadaires entre Phnom Penh et Pékin et entre Phnom Penh et Manille. Le Cambodge est désormais connecté directement à 8 des 10 pays de l'ASEAN avec une ligne vers l'Indonésie/Jakarta en projet.

Une liaison ferroviaire Phnom Penh - Sihanoukville opère le transport de fret et passagers depuis quelques années. La liaison Poipet - Aranya Pratet (frontière Thaïlande - Cambodge) a été inaugurée en 2019. Le ligne Phnom Penh - Poipet est toujours en cours de réhabilitation.

Le Cambodge est doté de 2 ports principaux : le port en eau profonde de Sihanoukville (à 230km de Phnom Penh) et le grand port fluvial de Phnom Penh (eau peu profonde avec une variation de 10m entre la saison sèche et la saison des pluies).

Exceptées les lignes de bus circulant dans le centre-ville de Phnom Penh et la ligne ferroviaire entre la gare et l'aéroport, aucun transport en commun ne dessert la Capitale. Plusieurs projets de transports en commun ferrés, portés par différents États partenaires, sont à l'étude dans la ville de Phnom Penh :

- La France défend un projet de tramway nord-sud appuyé par 2 études de faisabilité réalisées par l'entreprise SYSTRA au début des années 2010

- Le Japon, via l'agence de coopération internationale JICA, a élaboré un plan directeur de la ville de Phnom Penh. Il propose un projet d'Automated Gateway Transit (autocars à entraînement électrique) d'un coût évalué à 800 M USD

- D'autres pays, notamment la Chine, ont annoncé le lancement d'études de faisabilité pour des projets de transport en commun.

URBANISATION

80% de la population cambodgienne vit en milieu rural. Seule la Capitale dépasse le million d'habitants, bien loin des mégalofoles avoisinantes. Sous pression du dynamisme économique, l'urbanisation est rapide comme en témoigne la construction de nouveaux quartiers périphériques. Ces quartiers récents et parfois précaires accueillent les nouveaux urbains à la recherche d'une rémunération supérieure à l'offre en zone rurale. Le ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de la Construction estime à 50% la croissance de la population de Phnom Penh sur la période 2017 - 2030.

INFLATION

Après avoir été soutenue en 2016 par une accélération des prix essentiellement imputable à l'alimentation (qui représente 45% de l'indice), l'inflation a progressivement ralenti en 2017. Le glissement annuel des prix est ainsi revenu à 2,2% en fin d'année et se stabilise à ce niveau (+ 2,3% fin mars 2018, dernier chiffre connu). La modération de la consommation des ménages, liée à un ralentissement de la dynamique du crédit, s'est en effet traduite par une progression moins vive des prix de l'alimentation. La remontée des cours du pétrole a cependant, à nouveau, contribué à l'inflation en 2017.

THALIAS

HOSPITALITY

L'histoire du groupe Thalias Hospitality débute en janvier 1997 avec un petit restaurant familial au cœur de Phnom Penh. Vingt ans plus tard, et avec plus de 500 employés, Thalias est aujourd'hui à l'origine de cinq marques bien connues : Topaz, Malis, Khéma, Arunreas Hotel et Cambodge Mag, opérant à Phnom Penh et Siem Reap.



Passion, histoire et créativité au service d'une cuisine cambodgienne contemporaine

www.malis.asia



Le charme d'un boutique hôtel pour les voyageurs d'affaires souhaitant se concentrer sur l'essentiel lors de leur séjour dans le tumulte de Phnom Penh

Arunreas Hotel
#163 St.51 Corner St.228, Phnom Penh
+855 (0)15 813 888
hotel@arunreas.com

www.arunreas.com



TOPAZ
RESTAURANT

Tradition et gastronomie françaises au cœur de Phnom Penh

www.topaz.asia



Khéma

Restaurant, boulangerie-pâtisserie et traiteur offrant une large sélection de fromages et charcuterie maison

www.khema.asia

CAMBODGEMAG

Le média francophone de référence pour suivre l'actualité du Royaume

Publication trimestrielle disponible dans plus de 250 points de distribution

www.cambodgemag.com



HISTOIRE

Le Cambodge fut autrefois au cœur de l'un des plus grands empires d'Asie du Sud-est, le royaume le plus riche et le plus prospère de la région, comme en témoignent la grandeur d'Angkor et la richesse de la culture cambodgienne. Le Cambodge moderne a connu plusieurs épisodes tragiques de la fin des années 1960 à la signature des Accords de Paris sur le Cambodge en 1991 : guerre civile, régime des Khmers rouges, instabilité politique suite à la libération... cette période a profondément marqué la population et fortement retardé le développement du pays par rapport à ses voisins. Si la blessure de ces années est toujours présente aujourd'hui, une nouvelle page s'ouvre pour le pays. Tandis que les procès des dirigeants Khmers rouges arrivent à leur conclusion, le Cambodge reconstruit ses infrastructures, développe son industrie et voit son tourisme connaître un essor croissant.

RÉGIME POLITIQUE

Le Cambodge est une monarchie parlementaire. Élément essentiel de la stabilité du pays depuis les Accords de Paris en 1991, l'institution monarchique perdure en la personne du Roi Norodom Sihamoni qui a accédé au trône en 2004, après l'abdication de son père, Norodom Sihanouk. L'action du souverain s'inscrit dans le cadre de la Constitution, selon laquelle « le Roi règne et ne gouverne pas ».

Les dernières élections législatives se sont tenues le 29 juillet 2018, dans un contexte particulier puisque le principal parti d'opposition était hors-jeu depuis l'année précédente. Malgré l'appel au boycott des élections, le Parti du Peuple Cambodgien (PPC), mené par l'actuel premier ministre Hun Sen, a obtenu 83% des voix. Le PPC a ainsi remporté la totalité des 125 sièges de l'Assemblée Nationale, les autres partis en lice n'ayant pu obtenir un nombre suffisant de voix.

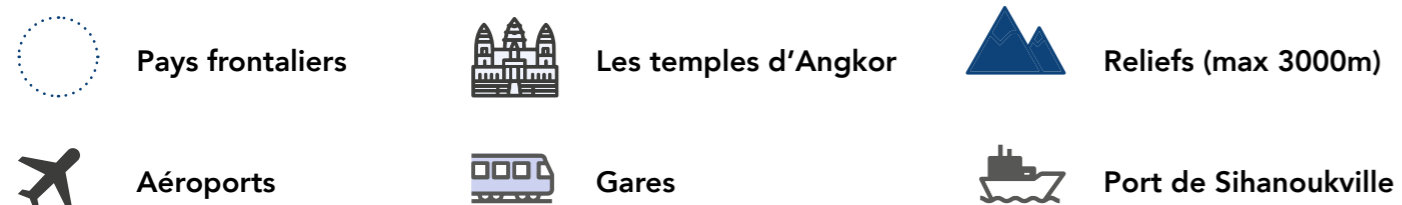




DONNÉES GÉNÉRALES

Nom officiel	Royaume du Cambodge
Nature du régime	Monarchie Constitutionnelle
Population	16,1 millions d’habitants
Superficie	181 035 km ²
Densité	85 habitants/km ²
Capitale	Phnom Penh, 1,5 millions d’habitants
Villes principales	Sihanoukville (200 000h), Battambang (180 000h), Siem Reap (180 000h)
Langue officielle	Khmer
Monnaie	Riel (KHR) et dollars américains (économie dollarisée à 80%)
Religion	Bouddhisme
Structure d’âge	Très jeune (70% de la population à moins de 30 ans)
Présence française	Plus de 10 000 français

Sources : Ambassade de France au Cambodge, Banque Mondiale



Climat :

 **NOVEMBRE - AVRIL**
Saison sèche (environ 30°)

 **MAI - OCTOBRE**
Saison des pluies (période de mousson)

CHAPITRE 2

ÉCHANGES INTERNATIONAUX ET INVESTISSEMENTS

ACCORDS INTERNATIONAUX

Adhésion à l'ASEAN en 1999.

Adhésion à l'OMC en 2004 : mise en place d'un programme de désarmement tarifaire et d'un plan d'action en 12 points pour améliorer le climat d'investissement et la facilitation du commerce. Le Cambodge a été le huitième PMA à ratifier l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (AFE) en février 2016.

Intégration au « marché commun » de l'ASEAN (ASEAN Economic Community – AEC) le 31 décembre 2015. Le Cambodge reste cependant libre de fixer les taux d'importation pour les pays hors ASEAN, l'AEC n'appliquant pas de tarif extérieur commun à la manière de l'Union Européenne.

Signataire de 6 autres accords commerciaux régionaux conclus par l'ASEAN : avec la Chine, l'Inde, le Japon, la République de Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

En ASEAN, le Cambodge s'est engagé à supprimer les droits de douanes à l'entrée des marchandises en provenance des autres pays membres dans le cadre du CEPT (Common Effective Preferential Tariffs) de l'AFTA (ASEAN Free Trade Area) tout en bénéficiant d'exemptions jusqu'en 2018.

En janvier 2018, le programme de coopération entre l'Union Européenne et l'ASEAN, ARISE Plus (ASEAN Regional Integration Support), a été officiellement lancé. Doté de 15 M USD disponibles sur 3 ans, le programme vise à promouvoir le libre commerce des biens via un renforcement des pratiques douanières au sein de l'ASEAN Economic Community.

Enfin, le Cambodge est partie au Partenariat économique régional global (Regional comprehensive economic partnership - RCEP) dont les négociations sont toujours en cours.

Source : service économique de l'Ambassade de France.

PROGRAMME « TOUT SAUF LES ARMES »

Le Cambodge est bénéficiaire du programme « Tout sauf les armes » (TSA) de l'Union Européenne en tant que PMA, lui offrant ainsi un libre accès au marché européen pour tous les produits autres que les armes et les munitions, sans restriction de quantité. Cet accord fait partie des programmes du Système Généralisé des Préférences (SGP) de l'Union européenne. Le pays bénéficie également des schémas SGP des États-Unis, du Canada ou encore de l'Australie.

Le 11 février 2019, la Commission Européenne a annoncé le lancement de la procédure de retrait des préférences tarifaires octroyées par l'Union Européenne au Cambodge dans le cadre du programme TSA. L'UE peut en effet décider de retirer les préférences tarifaires accordées dans certaines circonstances exceptionnelles, notamment en cas de violation grave et systématique des conventions relatives aux droits de l'homme et à ceux des travailleurs.

Cette décision pourrait mener à l'arrêt total ou partiel des préférences tarifaires octroyées au Cambodge après 12 à 18 mois de procédure :

1 - Lancement au 12 février 2019 d'une période de consultation avec le Gouvernement Royal du Cambodge et la société civile (6 mois) ;

2 - Préparation d'un rapport basé sur les consultations (3 mois) suivie d'une période d'échanges et de commentaires internes à la Commission Européenne (au moins 1 mois) avant décision définitive ;

3 - En cas de confirmation du retrait du programme TSA : arrêt effectif des préférences tarifaires 6 mois après la décision de la Commission Européenne.

COMMERCE INTERNATIONAL

La performance économique du Cambodge depuis plus de 20 ans est étroitement liée à son intégration rapide dans les échanges internationaux. La persistance d'un fort déficit commercial (20,2% du PIB en 2017) et la concentration géographique et sectorielle des échanges révèlent toutefois les fragilités du pays. L'émergence, en cours, de l'économie cambodgienne suppose une mutation progressive de la structure de ces échanges vers un contenu à plus forte valeur ajoutée de ses exportations.

La dynamique de l'ouverture est l'un des premiers facteurs de la croissance économique

Le volume des échanges commerciaux du Cambodge a atteint 26,9 Mds USD en 2017, une progression (+ 17,3 % en un an) plus de deux fois plus rapide que celle du PIB (+ 6,8 %). Selon le FMI, les exportations ont atteint 10,8 Mds USD (+ 7,2 % en un an) et les importations 16,1 Mds USD (+ 25,3 %).

Les échanges du Cambodge avec les économies développées d'Europe et d'Amérique du Nord sont symétriquement déséquilibrés. Ces pays sont le débouché de près de deux tiers (61 %) des exportations cambodgiennes alors que leurs parts de marché (respectivement 5 et 1 %) dans les importations cambodgiennes restent très en deçà de leur performance commerciale globale.

Les échanges restent marqués par les préférences tarifaires liées au statut de PMA du Cambodge

D'après la CNUCED, le textile et les chaussures représentent 75 % des exportations en valeur (soit 8,2 Mds USD), constituant ainsi, de très loin, le premier poste d'exportation. Selon la direction générale du commerce de l'Union Européenne, l'UE reste le premier débouché de cette industrie (700 000 ouvriers répartis sur 550 sites

de production, dont 10% spécialisés dans la production de chaussures), avec 47 % des exportations, devant les Etats-Unis.

Le Cambodge importe massivement les intrants et matériaux nécessaires à son industrie textile (3,9 Mds USD, soit 37 % du total des importations), au secteur de la construction et aux quelques implantations industrielles qui se développent dans les zones économiques spéciales (pièces détachées pour l'industrie automobile, l'électronique, la mécanique de précision). Pour le reste, ses importations sont essentiellement destinées à pallier les insuffisances de l'industrie agroalimentaire cambodgienne, à couvrir le déficit énergétique et à fournir les équipements nécessaires aux installations touristiques.

Source : service économique de l'ambassade de France au Cambodge



ÉCHANGES COMMERCIAUX FRANCE CAMBODGE

La croissance de nos échanges commerciaux avec le Cambodge a ralenti en 2018. Atteignant 1,07 Mrd EUR, ils ont ainsi augmenté de 4,2 %, après + 8,5 % en 2017. La croissance de nos importations textile a ralenti tandis que nos importations de denrées alimentaires progressent. Nos 3 principaux postes d'exportations ont connu un ralentissement, ce qui a provoqué une diminution des exportations de 8,6 % par rapport à 2017. Nos exportations continuent cependant à se diversifier.

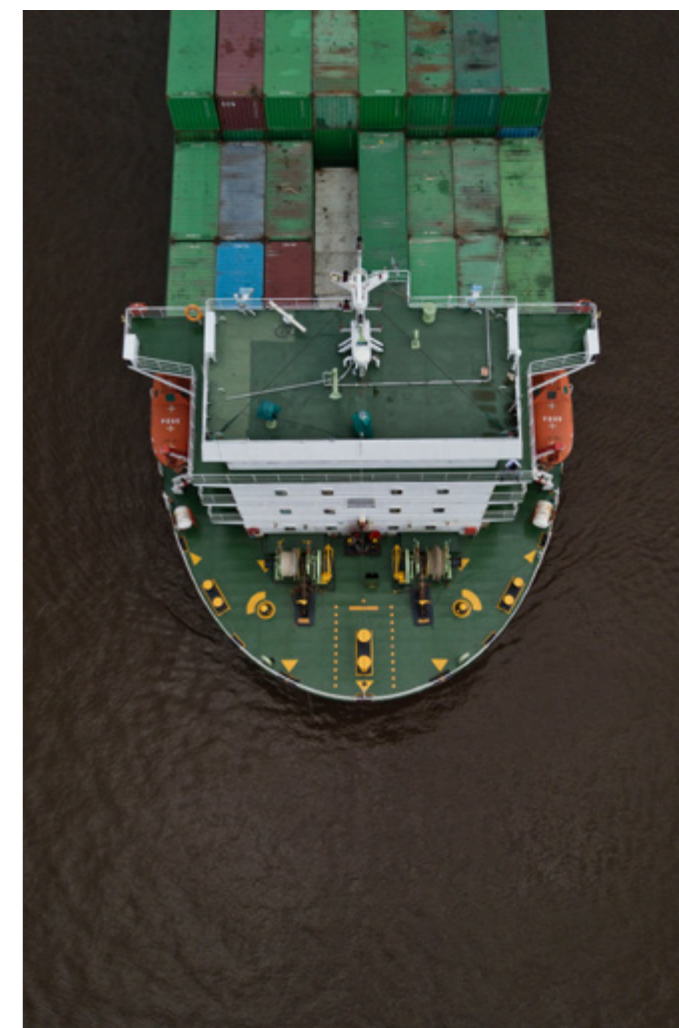
Nos échanges avec le Cambodge ont atteint 1,07 Mds EUR en 2018.

Avec + 4,2 % en 2018, la croissance de nos échanges avec le Cambodge a été plus faible que les années précédentes (+ 8,5 % en 2017 et + 36 % en 2016). A 976 M EUR, nos importations ont continué de progresser (+ 5,8 % en 2018, après + 15 % en 2017). Avec 93 M EUR, nos exportations ont en revanche baissé de 8,6 % en 2018, après une diminution de 27 % en 2017. Notre déficit commercial bilatéral a donc continué de se creuser en 2018, pour atteindre 883 M EUR (820 M EUR en 2017).

En 2018, le Cambodge fut le 112ème client de la France et son 55ème fournisseur. Au sein de l'ASEAN, le pays représente son 9ème client et son 7ème fournisseur.

Nos secteurs clés d'exportation restent les produits agroalimentaires, les produits pharmaceutiques, et les équipements mécaniques, électriques et informatiques.

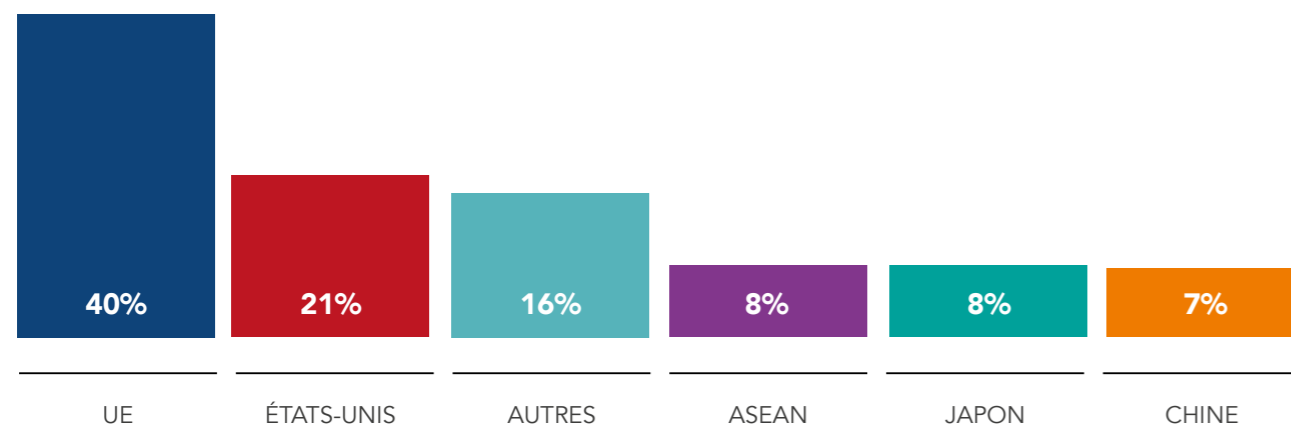
La progression de nos exportations de produits agroalimentaires est arrivée à son terme (-19,3 % à 32,8 M EUR) mais ceux-ci ont gardé leur rang de premier poste d'exportation en 2018.



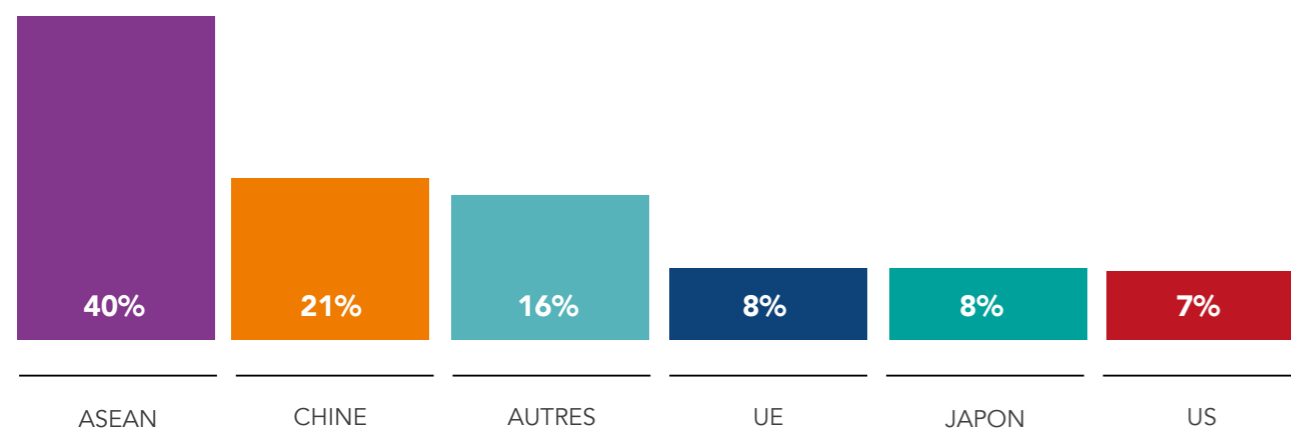
Les produits pharmaceutiques sont restés notre deuxième poste d'exportation en 2018. Nos ventes retrouvent le niveau de 2015, à 27 M EUR, avec une diminution de 5,7 %.

Nos exportations d'équipements mécaniques, matériels électriques, électroniques et informatiques, troisième poste d'exportation en 2018, ont également diminué (-10,4 %). Due à une très forte baisse de nos exportations de produits informatiques, électroniques et optiques (-73,8 % en 2018) et de nos équipements électriques et ménagers (-21 % en 2018), cette réduction est toutefois compensée par une forte augmentation de nos livraisons de machines industrielles et agricoles (+ 60% en 2018).

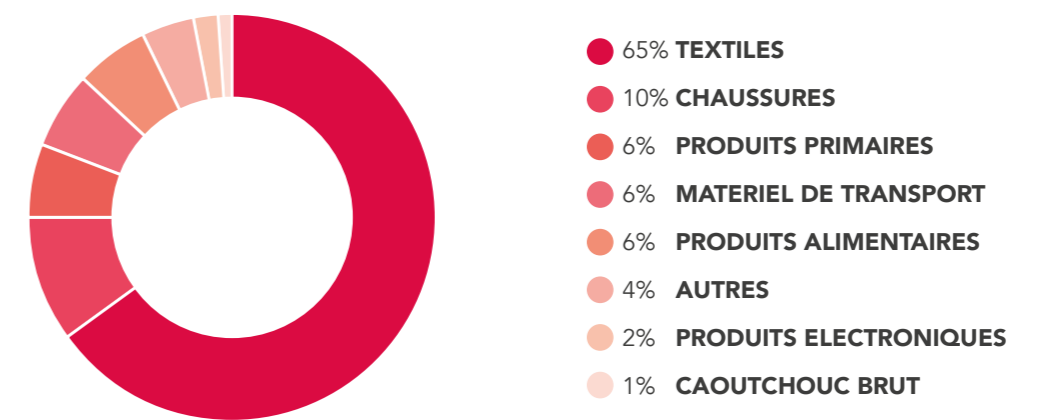
EXPORTATIONS DU CAMBODGE PAR PAYS EN 2017



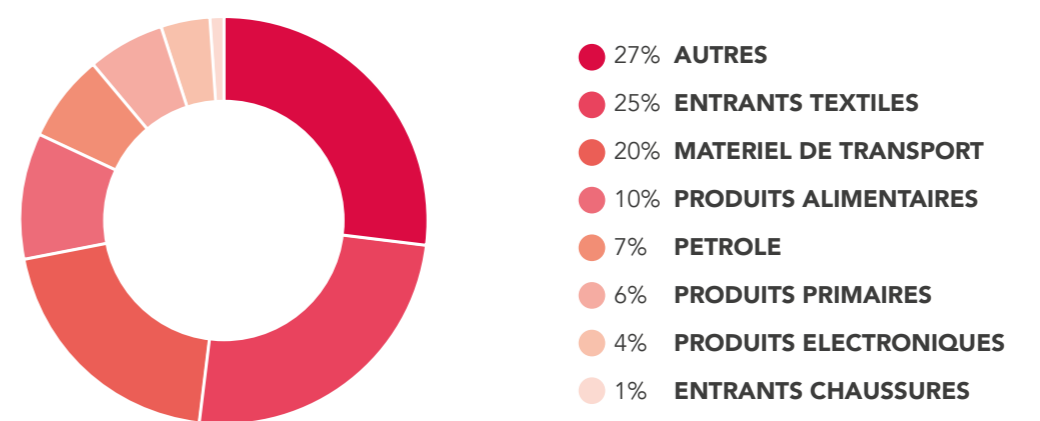
IMPORTATIONS DU CAMBODGE PAR PAYS EN 2017



EXPORTATIONS DU CAMBODGE PAR PRODUIT



IMPORTATIONS DU CAMBODGE PAR PRODUIT



INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER (IDE)

Les investissements au Cambodge ont largement augmenté ces 20 dernières années. Ils ont atteint 20,8 Mds USD de stock en 2017 selon la CNUCED. Après un repli des investissements en 2014, les flux d'IDE ont repris depuis 2016, une tendance qui se confirme en 2017.

Bien que la diversification sectorielle des IDE se poursuit en 2016 dans le secteur de la finance, de l'immobilier, et de l'industrie légère, les pays asiatiques dominent toujours largement les flux d'IDE.

Malgré un léger recul de la part des pays de l'Union Européenne en 2017, la France reste le premier investisseur européen dans le pays.

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR (EN % DU TOTAL)

	2015	2016
Agriculture	14	10
Manufacture	27	17
Immobilier	-	16
Finance et assurances	30	28
Autres industries	29	29

Source : ASEAN Stats, calcul SE

ÉVOLUTION DES FLUX D'INVESTISSEMENTS VERS LE CAMBODGE (EN M USD)

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Flux d'IDE	2001	2068	1853	1823	2476	2784

Source : Word Investment Report 2018, CNUCED

ÉVOLUTION DE L'ORIGINE DES FLUX D'INVESTISSEMENT VERS LE CAMBODGE (EN % DU TOTAL)

	2013	2014	2015	2016	2017
ASEAN	14	20	23	26	22
UE	6	8	10	8	8
Hong Kong, Chine	4	7	8	10	12
Japon	2	5	3	8	8
Autres pays	60	31	26	28	28
TOTAL	100	100	100	100	100

Source : ASEAN Stats, calcul SE

IDE FRANÇAIS AU CAMBODGE

La Banque de France recense 357 M EUR d'IDE français au Cambodge en 2017, portant la part des IDE français dans le stock total d'IDE au Cambodge (16,7 Mds USD en 2016) à plus de 2 %. En forte progression depuis 2013, les IDE français restent concentrés sur un petit nombre de grands groupes français.

ÉVOLUTION DU STOCK D'INVESTISSEMENTS FRANÇAIS VERS LE CAMBODGE (EN M EUR)

Année	2013	2014	2015	2016	2017
Flux d'IDE	159	211	275	348	357

Malgré le dynamisme des marchés voisins (Thaïlande et Vietnam), peu d'entreprises du CAC 40 choisissent de s'implanter au Cambodge. On retrouve cependant Vinci Airports, qui gère la concession les 3 aéroports internationaux (Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville) et procède à des agrandissements des aéroports et à la construction de nouveaux terminaux en 2018, Total, qui distribue le quart des carburants du pays (gaz et kérosène) et poursuit le développement de son réseau de stations-services (75 actuellement), Accor qui gère 2 Sofitel (à Phnom Penh et Siem Reap), LVMH qui a inauguré en 2016, par l'intermédiaire de sa filiale DFS, un centre commercial de luxe à Siem Reap, Schneider Electric et Legrand dont les implantations accompagnent le développement des marchés dans un contexte de forte croissance de la construction, Sanofi qui dispose d'un effectif de 80 salariés dédiés à la promotion commerciale des spécialités du groupe et Pernod Ricard, qui a ouvert en 2017 sa première filiale au Cambodge. Quant au secteur pharmaceutique, on retrouve des grands laboratoires français tels que Servier et Pierre Fabre.

D'autres grands groupes français sont également présents au Cambodge, témoignant de la diversification des investissements français au Cambodge. Bolloré Logistics est présent dans l'exploitation d'hévéas et sa filiale Havas vient de prendre le contrôle d'une entreprise de communication cambodgienne présente dans l'ensemble des pays d'ASEAN continentale (Riverorchid), Lagardère a récemment investi dans une radio locale, la BRED bank, après avoir pris une participation (12,5 % du capital) dans

la désormais première banque cambodgienne (ACLEDA, success story du secteur bancaire cambodgien issue de la microfinance) a inauguré en 2017 une filiale au Cambodge, unique banque européenne présente dans le pays. Decathlon a inauguré en août 2018 son premier magasin dans le centre commercial Aeon 2 à Phnom Penh, lui-même inauguré cette année par le groupe japonais, et prévoit l'ouverture de magasins de détail dans d'autres provinces du pays dans les 5 prochaines années.

Au-delà, plusieurs investissements français accompagnent le développement du secteur touristique cambodgien : groupe Zanier (hôtellerie haut de gamme à Siem Reap), Eaux et Electricité de Madagascar (hôtel Victoria à Siem Reap) et également Citystar (développement d'un resort sur une île au large de Sihanoukville).

La présence économique française au Cambodge se caractérise aussi par un tissu d'entrepreneurs français fondateurs ou dirigeants de PME de droit cambodgien dont le nombre est évalué à plus de 400.

Source : service économique de l'Ambassade de France au Cambodge

Les Chambres de Commerce Françaises en Asie-Pacifique : VOTRE PARTENAIRE POUR UN DÉVELOPPEMENT RÉUSSI

INDICATEURS	VALEURS
PIB (2017, FMI)	22,2 Mds USD
PIB par habitant (2017, FMI)	1387,9 USD
Taux de croissance (2017, FMI)	6,99%
Secteurs principaux	Construction et immobilier Industrie Tourisme Agriculture
Importations (2017)	16,1 Mds USD
Principales marchandises importées	Entrants textiles : 25% Matériel de transport : 20% Produit alimentaires 10% Pétrole : 7% Produits primaires : 6%
Exportations (2017)	10,8 Mds USD
Principales marchandises exportées	Textiles / habillement : 65% Chaussures : 10% Produits primaires : 6% Matériel de transport : 6% Produit alimentaires 6%
Nombre de touristes (2017)	5,6 millions
Investissements directs étrangers (CNUCED)	20,8 Mds USD (stock 2017) 2,7 M USD (flux 2017)

Sources: World Bank, Customs data, World Bank Economic, Cambodia Rice Federation, Ministry of Tourism



20+ implantations en Asie-Pacifique pour vous accompagner de manière pragmatique et efficace, et tirer parti de notre ancrage local pour construire votre réseau.

CHAPITRE 3

SECTEURS D'OPPORTUNITÉS POUR L'OFFRE FRANÇAISE

AGRICULTURE



78% de la population cambodgienne vit en milieu rural et 42% de la population active vit de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de la pêche, représentant 30% du PIB en 2018. Le riz cambodgien est classé depuis 5 ans dans le top 3 des meilleurs riz du monde selon la Conférence Mondiale du Riz. En 2018, le Cambodge a exporté plus de 620 000 tonnes de riz vers les marchés internationaux, soit une hausse de 17% par rapport à l'année précédente. La Chine est le premier débouché du riz cambodgien avec des achats s'élevant à 200 000 tonnes, soit une augmentation de 31% par rapport à 2016, suivie par la France (77 000 tonnes) et la Pologne (44 000 tonnes).

64% de la production rizicole annuelle étant exportée, le renforcement de la sécurité alimentaire, l'amélioration des rendements et le développement d'une agriculture plus écologique sont au cœur des problématiques du gouvernement cambodgien.

Au-delà du riz, l'agriculture cambodgienne s'étend à l'horticulture, la culture du caoutchouc, du manioc, des fruits exotiques et de la palme (sucre). Le gouvernement

identifie la production agricole, notamment celles de noix de cajou, de mangues, de maïs, de légumes à feuilles mais aussi l'élevage de poulets et de cochons, comme une réelle opportunité de développement économique pour les prochaines années.

L'absence de structuration des filières a conduit à une production très fragmentée avec de très nombreuses exploitations de petite taille pour la plupart des cultures. L'agriculture reste très vulnérable aux variations climatiques malgré les progrès en matière de systèmes d'irrigation et de traitement des productions, avec le soutien du gouvernement sud-coréen et de l'Agence Française de Développement.

Le gouvernement cambodgien encourage le renforcement des exportations agricoles vers la Chine et le Vietnam, afin de compenser la potentielle baisse de la demande européenne suite au lancement de la procédure de suspension de l'accord TSA (voir page 19). L'Union Européenne a notamment rétabli les droits de douane sur le riz cambodgien début 2019.

Par cette initiative, le Cambodge bénéficie jusqu'à aujourd'hui d'une suppression des barrières douanières à l'Union Européenne, à l'instar de 48 autres pays en développement.

PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS

Comme dit précédemment, il y a un réel potentiel à diversifier la production agricole au Cambodge à travers notamment la culture de noix de cajou, de mangues et de maïs. L'élevage de cochons et de poulets présente également des opportunités. Plusieurs projets d'investissements ont été lancés, notamment dans la production de bananes à Kampot, par le groupe chinois Longmate Agriculture Co. Ltd (août 2018), dans les systèmes d'irrigation par le gouvernement coréen, et aussi dans l'agriculture écologique.

Le poivre de Kampot et le sucre de Kampong Speu ont récemment obtenu le label « Indications Géographiques Protégées » (IGP) dans l'Union Européenne suite à un programme mené par l'Agence Française de Développement (AFD). Cette appellation est un réel levier de valeur pour ces produits et ouvre des opportunités d'investissements et projets d'exportation vers l'UE.

L'utilisation d'engrais et de pesticides chimiques pour la production de fruits et légumes n'étant que peu régulée, la demande de produits agricoles plus sains et mieux contrôlés est en augmentation au sein du pays. Les projets d'agriculture maîtrisée, plus transparente avec les consommateurs en comparaison avec les produits des marchés locaux, sont de plus en plus nombreux et donnent lieu à l'ouverture de magasins spécialisés dans la capitale (Natural Garden, Green O Farm...). Il convient ainsi d'apporter une attention particulière aux projets d'agriculture verte, notamment les fertilisants organiques ou l'utilisation de nouvelles technologies au service d'un meilleur contrôle de la chaîne d'approvisionnement et de distribution.

Des besoins existent dans l'amélioration de la qualité des semences, des engrais et des équipements disponibles afin d'accroître les rendements et la compétitivité de ce secteur économique. Les solutions garantissant sécurité alimentaire et amélioration des conditions de stockage

des récoltes recevront un écho favorable auprès des industriels du secteur. Quelques entreprises proposent déjà des solutions sur ce marché comme l'application AgriBuddy à Siem Reap, qui permet de collecter des données sur les récoltes en temps réel, améliorant leur anticipation à venir et automatisant le reporting systématique des agriculteurs locaux. Des projets de recherche vont dans ce sens, comme le souligne le partenariat existant entre l'Institut de Technologie du Cambodge (ITC) et l'Université Royale d'Agriculture (RUA).

D'autres projets d'innovation dans l'agriculture, notamment ceux dans l'hydroponie et l'aquaponie, méritent d'être valorisés. Une ferme hydroponique a été lancée dans la montagne de Bokor, dans la province de Kampot, et des acteurs locaux, tels que SOGE, une entreprise locale active dans le secteur de l'énergie solaire, investissent dans ces nouvelles formes d'agriculture.

Ces projets innovants ou à visée écologique s'inscrivant dans une politique de Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) sont récompensés chaque année depuis 2015 par le comité des Conseillers du Commerce Extérieur (CCE) français au Cambodge et à partir de 2019 par l'EuroCham à travers l'organisation d'un concours RSE. L'organisation Project Alba fut, par exemple, récompensée pour son modèle d'intégration économique en milieu rural : production d'aliments de qualité, formation des agriculteurs à l'optimisation du rendement et SOCFIN Cambodge pour leur démarche de réduction de l'empreinte écologique.

Les principales difficultés rencontrées sur ce secteur sont le manque de fidélité des réseaux de distribution, le taux de rotation important des employés et la concurrence chinoise. Comme dans la plupart des pays et particulièrement au Cambodge, le secteur de l'agriculture promet des retours sur investissement à long terme. EuroCham soulève régulièrement ces problématiques auprès du gouvernement à travers le comité Agri-Biz.

TEXTILE

L'industrie du textile et de la chaussure est l'un des piliers de l'économie cambodgienne, devant l'agriculture. Ce secteur représente 78% des exportations de marchandises du Cambodge en 2017, soit une augmentation de 12% par rapport à 2016. En 2018, la production textile du Cambodge est exportée à 40 % vers l'Union Européenne et à 25 % vers les Etats-Unis. Au sein de l'Union Européenne, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont les trois principaux débouchés des exportations textiles cambodgiennes. Le Japon et le Canada sont également des acheteurs de premier plan.

Face à une concurrence accrue des pays environnants en termes de coûts, l'industrie cambodgienne, traditionnellement tournée vers la production de textile simple, bénéficie d'investissements importants pour améliorer la qualité et la technicité des produits.

Signe de l'attractivité du Cambodge, les usines du secteur sont opérées pour la plupart par des entreprises étrangères, chinoises (dont Taïwan et Hong Kong) pour 90% d'entre elles en 2016. Cette attractivité est

basée sur plusieurs facteurs : coût du travail compétitif, accès préférentiel au marché européen et américain et avantages fiscaux offerts aux « Qualified Investment Project » (voir page 63) dont bénéficient la plupart des usines textile au Cambodge. Les ouvriers cambodgiens du secteur textile, bien que peu qualifiés, sont reconnus pour la qualité de leur production. Ces facteurs confèrent au Cambodge un fort avantage concurrentiel par rapport à d'autres pays producteurs comme le Vietnam, la Birmanie ou encore le Bangladesh.

Les intrants textiles sont majoritairement importés. Ainsi, 44% des revenus générés par les exportations de l'industrie textile sont consommés par l'achat de matières premières. Les coûts très élevés de l'électricité et la compétitivité-coût des tissus d'importation freinent l'émergence d'une industrie locale de tissus. La volonté du gouvernement cambodgien de réduire les coûts de l'énergie pourrait contribuer au développement de cette filière gourmande en électricité.

L'industrie textile est l'unique secteur économique où



s'applique un salaire mensuel minimum. Il était de 80 USD en 2013, 170 USD en 2018 et 182 USD début 2019, un salaire attractif en comparaison de la rémunération dans l'agriculture notamment. Ce secteur, employant directement plus de 700 000 personnes, dont 80% de femmes de moins de 30 ans, bénéficie de l'aide au développement à travers des programmes comme «Better factories Cambodia», sous la supervision de l'Organisation Internationale du Travail, qui a significativement amélioré les conditions de travail dans l'industrie textile. La médiatisation des conditions de travail dans les pays en développement aidant, de nombreuses ONG oeuvrent à améliorer les conditions de vie et de travail des ouvrières, notamment par la création de crèches qui permettent aux mères de rester proches de leurs enfants (projet de l'ONG Planète Enfant & Développement).

L'artisanat et les savoir-faire traditionnels font l'objet d'efforts de préservation. Artisans d'Angkor, une entreprise sociale cambodgienne spécialisée dans l'artisanat d'art et la soierie, est ainsi devenue le premier employeur de la région de Siem Reap. De nombreux efforts sont déployés dans la formation des artisans afin de perpétuer les techniques de confection qu'ils pourront ensuite transmettre aux futures générations.

L'éventuelle suspension de l'accord TSA pourrait avoir des conséquences importantes sur cette filière (voir page 19).

PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS

Le Cambodge fait état de nombreux avantages : faible coût de la main d'oeuvre, accès aux marchés européen et américain en franchise de douane (dépendant de l'accord TSA), fiscalité incitative et tissu industriel développé. La présence d'entreprises sociales ou faisant preuve d'initiatives RSE convaincantes a permis le développement d'usines garantissant de bonnes conditions de travail. Plusieurs marques françaises comme Decathlon produisent d'ores et déjà au Cambodge.

La volonté du gouvernement de localiser davantage la valeur ajoutée des produits textiles au Cambodge devrait contribuer au développement d'usines plus sophistiquées qui requièrent une main d'oeuvre plus qualifiée. De nombreux besoins existent donc dans le conseil et la formation d'ouvriers.



TRANSPORTS ET LOGISTIQUE

Le Cambodge doit une part importante de sa croissance économique au développement des échanges internationaux. En 2018, la Banque Mondiale a estimé que les biens cambodgiens seraient 4 fois plus transportés par voie express, ports, aéroports, et conteneurs qu'en 2015. Le gouvernement prévoit de développer ses infrastructures logistiques et transports pour soutenir la hausse du nombre de ses partenaires commerciaux avec 34 pays supplémentaires entre 2015 et 2018.

Le gouvernement cambodgien tient à améliorer la coopération entre acteurs publics et privés afin de développer un secteur de la logistique et des transports plus compétitif. Le premier ministre s'est récemment engagé à alléger les procédures administratives pour le passage des frontières pour les marchandises en transit. Il a également déclaré que le transfert des taxes logistiques à la charge des terminaux et ports de l'État réduira les coûts logistiques du secteur privé, à hauteur de 6,7 M USD par an.

Le réseau routier du Cambodge est lui aussi en pleine expansion comme en témoigne la construction en cours de la première voie rapide entre la Capitale à la ville portuaire de Sihanoukville. Le ministère des Travaux Publics et des Transports prévoit de construire 850 km de routes d'ici 2020 avec 2 axes prioritaires: Phnom Penh - Sihanoukville et Poipet (frontière Thaïlandaise) - Bavet (frontière vietnamienne), en passant par Phnom Penh. Des études sont conduites par l'agence de coopération japonaise JICA mais aucune décision n'a été prise pour le moment quant à sa construction. Le ministère est aussi à l'initiative de la réalisation d'un plan national de logistique, dont les études sous-jacentes ont été conduites par la JICA.

La Banque Mondiale a ainsi approuvé en 2016 un financement additionnel de 110 M USD au projet de gestion des actifs routiers II (RAMP II), pour permettre de réhabiliter 200 km de la route nationale 4, qui connaît une

forte fréquentation. Les accotements seront remplacés et des systèmes de drainage et de ponts seront construits le long des zones sujettes aux inondations. L'Agence Française de Développement porte également un projet de réhabilitation des routes rurales (2015- 2035, financement de 35 M EUR portant sur 1 130 km de routes rurales dans 9 provinces).

Les routes cambodgiennes sont de qualité inégale : si certaines constructions récentes sont de bonne facture, les plus anciennes supportent difficilement un trafic croissant, les véhicules bien souvent surchargés (poids lourds en particulier) et l'alternance parfois quotidienne entre des fortes pluies et un ensoleillement. Plusieurs initiatives gouvernementales pour lutter contre la surcharge des camions, la réduction des embouteillages et l'émission excessive de CO2 ont récemment vu le jour avec plus ou moins de succès. Les mesures prises suite à l'instauration du code de la route en 2010 telles que le renforcement de la signalisation routière (limitation de vitesse, feux de signalisation) et l'enregistrement systématique des véhicules ont toutefois apporté de nettes améliorations.

En 2017, les 2 ports autonomes du pays, Phnom Penh et Sihanoukville, ont enregistré un trafic respectif de 150 000 EVP et 460 000 EVP (ou Equivalent Vingt-Pieds, une mesure qui regroupe les conteneurs de 20 et 40 pieds). Ces lignes de transports maritimes rejoignent celles d'autres ports asiatiques, notamment Singapour, Hong Kong ou Shanghai, où les chargements sont transférés vers d'autres vaisseaux régionaux ou cargos intercontinentaux. La capacité des 2 ports principaux du Cambodge reste limitée par rapport aux autres ports régionaux. Le trafic de conteneurs est en-deçà de son potentiel compte tenu de la position géographique centrale dont bénéficie le pays au sein de l'ASEAN continental. Des projets d'expansion ont d'ores et déjà été lancés et devraient permettre au port de Sihanoukville d'accueillir jusqu'à 14,5 millions de cargaisons de



haute-mer au total d'ici 2022, et jusqu'à 350 000 EVP supplémentaires pour le port de Phnom Penh.

Le Cambodge dispose par ailleurs de 3 aéroports internationaux, à Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville, opérés par Cambodia Airports, dont Vinci Airports est l'actionnaire majoritaire. Avec plus de 60 destinations directes opérées par plus de 50 compagnies aériennes, le réseau aérien cambodgien se densifie avec l'ouverture régulière et fréquente de nouvelles lignes internationales dont récemment un nouveau service de 5 vols hebdomadaires entre Phnom Penh et Pékin et entre Phnom Penh et Manille. Le Cambodge est désormais connecté directement à 8 des 10 pays de l'ASEAN avec une ligne vers l'Indonésie/Jakarta en projet. Même s'il n'existe aucune ligne directe entre Phnom Penh et Paris, les routes en connexion entre ces deux villes sont nombreuses via Doha, Dubaï, Singapour, Kuala Lumpur ou Hô Chi Minh ville. Ces 3 aéroports internationaux ont connu d'importants développements ces dernières années avec l'ouverture entre 2015 et 2018 de l'extension du terminal international de Siem Reap, des terminaux (international et domestique) de Phnom Penh, et du terminal de Sihanoukville respectivement. Avec une croissance du trafic de plus de 20% en 2018 faisant suite à une croissance de 25% en 2017, de nouveaux projets

d'aménagement sont d'ores et déjà prévus :

- À Phnom Penh avec un nouveau terminal cargo à horizon 2021 et une nouvelle extension du terminal à horizon 2023.
- À Sihanoukville avec l'extension de la piste en 2020 jusqu'à 3300m et un nouveau terminal passagers mi 2022.

L'aéroport de Phnom Penh est le principal aéroport en termes de fret avec 63 000 tonnes de marchandises traitées en 2018, soit 23% de plus qu'en 2017. Cambodia Airports examine actuellement la réalisation d'un nouveau terminal cargo à Phnom Penh pour moderniser et développer ce type de trafic.

Plusieurs annonces de nouveaux aéroports, notamment à Siem Reap et à Phnom Penh, ont été relayées par la presse cambodgienne ces dernières années. Le Conseil des Ministres a récemment approuvé la création d'une société qui serait en charge d'un projet de 1,5 Mds USD pour une surface de 2 500 hectares dans la province de Kandal pour desservir Phnom Penh. Les travaux n'ont pas commencé toutefois.

Deux lignes ferroviaires reliaient historiquement Phnom Penh à Poipet (386 km, construction sous le protectorat

Votre voyage commence dans nos aéroports

46 AÉROPORTS, 12 PAYS, 3 CONTINENTS



Avec près de 70 dessertes les reliant aux grandes métropoles et destinations touristiques de la région Asie-Pacifique et du Golfe, les aéroports internationaux de Phnom Penh, Siem Reap et de Sihanoukville sont au service de ses passagers. Ils accueillent aujourd'hui plus de 50 compagnies aériennes et font partie du réseau d'aéroports de VINCI Airports, deuxième opérateur aéroportuaire mondial.

français) et Phnom Penh à Sihanoukville (256 km, construction en 1960) avant d'être détruites pendant la guerre civile et la période des Khmers rouges. Le gouvernement s'attache à restaurer ces lignes depuis les années 1990 avec quelques succès notamment la liaison Phnom Penh - Sihanoukville en opération pour le fret et les passagers depuis quelques années et plus récemment la liaison Poipet - Aranya Pratet en Thaïlande (vers Bangkok). La ligne Phnom Penh - Poipet est toujours en cours de réhabilitation.

Le ministère des Travaux Publics et des Transports a travaillé avec Royal Railways, société opérée par le conglomérat local Royal Group, à la réhabilitation des lignes de chemin de fer du Cambodge. Le monopole dont bénéficie Royal Railways sur le ferroviaire fait toutefois l'objet d'une remise en cause avec la recherche d'un nouveau partenaire stratégique.

PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS

L'état des routes au Cambodge est un véritable enjeu pour le développement du pays. La qualité des véhicules y circulant n'étant pas contrôlée, le gouvernement cambodgien cherche à imposer de nouveaux standards. La demande de véhicules de transport de marchandises de meilleure qualité, des camionnettes, fourgons et camions va ainsi augmenter dans les années à venir. L'application plus stricte du code de la route cambodgien ouvre, par ailleurs, la voie aux fabricants de panneaux de signalisation, de radars et d'éclairage public, qui seront installés le long des routes du pays.

Le secteur de la logistique en particulier fait état de nombreux besoins, entres autres :

L'expansion des activités portuaires et aéroportuaires devrait faire émerger la demande de personnel spécialisé et ainsi d'instituts de formation. L'ensemble des métiers autour des opérations quotidiennes des centres de logistique seront plus amplement demandés dans les années à venir.

L'augmentation du trafic aérien et portuaire, aussi bien pour le fret que les passagers, pousse les acteurs du secteur à s'équiper en technologies modernes, automatisées et numériques de gestion logistique. Les



systèmes logistiques comme le International Vendor Management Inventory (IVMI) et Less Container Load (LCL) gagneraient à être plus répandus, notamment pour réduire le coût de la logistique dans le pays.

Les besoins en logistique notamment liés au développement du e-commerce (gestion de la chaîne du froid dont maîtrise de la chaîne logistique du froid négatif et du froid positif, logistique du dernier kilomètre, numérisation des processus) vont également croître. Les entrepreneurs de ce secteur trouveront au Cambodge de nombreux relais francophones notamment à travers la communauté French Tech Cambodge Phnom Penh qui regroupe plusieurs français actifs dans le secteur de la logistique.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

La multiplication du nombre de véhicules, notamment d'automobiles, au Cambodge est un fait marquant du développement des dernières années. Le ministère des Travaux Publics et des Transports fait état d'un parc automobile de 4,5 millions de véhicules en 2018 (pour près de 16 millions d'habitants), dont 15 % de voitures et 85 % de deux-roues, une forte augmentation par rapport à 2017 (3,2 millions). 6 000 véhicules neufs et d'occasion sont importés au Cambodge chaque mois selon le département des Douanes et des Taxes.

On dénombre plus d'une quarantaine de marques de voitures présentes au Cambodge. Toyota et Lexus sont de loin les marques les plus vendues.

Celles dites « luxe » BMW, Bentley, Mercedes Benz et Rolls Royce entres autres réussissent à trouver leur clientèle parmi les élites (dont la clientèle chinoise) et les hôtels et casinos qui mettent ces véhicules à disposition de leurs clients.

Plusieurs industriels japonais de pièces automobiles, comme Denso Cambodia, ont choisi d'implanter localement des usines de pièces de rechange automobile et moto. Le projet d'une nouvelle usine Denso représentant un investissement de 21,45 M USD a été annoncé en 2018. Plus de 45 entreprises internationales de pièces, accessoires, services et réparations automobiles étaient réunies pendant le salon CamAuto en novembre 2018 à Phnom Penh.

Le Cambodge présente tous les signaux d'un marché porteur pour le développement du secteur automobile : stabilité économique, croissance démographique élevée, pouvoir d'achat en croissance, importance des marqueurs sociaux... Cette croissance rapide induit un certain nombre de défis à relever pour les acteurs publics comme privés : sécurité routière, protection et sécurité des consommateurs, contrôle de l'importation de véhicules de seconde main, marché parallèle...



De nombreux acteurs internationaux sont déjà présents au Cambodge, notamment les constructeurs Audi, BMW, Ford et Peugeot depuis 2018, à travers une concession automobile. La Fédération cambodgienne de l'industrie automobile (CAIF) et le comité Automotiv de EuroCham représentent et défendent les intérêts des importateurs officiels de voitures auprès du gouvernement cambodgien et de l'ASEAN. Les sujets importants pour ces fédérations sont l'importation parallèle de véhicules usagés et la fiscalité associée.

La CAIF annonçait l'importation de 4 000 véhicules par les voies officielles en 2015. La fédération automobile annonçait l'année suivante une baisse des ventes des véhicules officiels malgré une hausse de 10% des importations de véhicules via le marché « gris » d'importation parallèle. Ce marché représente 40 000 véhicules importés par an, soit 10 fois plus que le niveau des importations légales.

La CAIF, soucieuse de l'impact que les véhicules usagers peuvent avoir sur l'image des marques qu'elle représente, cherche à sensibiliser les automobilistes sur les avantages à acheter un véhicule neuf via les importateurs agréés. Le gouvernement a adopté une loi afin d'éviter l'importation de voitures importées en pièces démontées ou à l'état de ferraille, mais elle n'est pour le moment pas encore réellement appliquée.

Le niveau de taxe à l'import sur les véhicules de luxe est de 60 % de sa valeur d'achat, les marques ciblées par le gouvernement cambodgien étant notamment Porsche, Audi, BMW et Jaguar Land Rover, dont les prix de vente commencent à 85 000 USD. Pour les véhicules de gamme intermédiaire, les taxes d'importation s'élèvent à 145 % du prix d'achat du véhicule. En comparaison au Vietnam, les taxes sont de 50 à 150 % (selon l'ancienneté du véhicule) avec une taxe supplémentaire pour accéder à Hanoi ou Hô Chi Minh Ville (15% et 20%).

Afin de promouvoir l'industrie automobile nationale, le gouvernement propose une réduction de 50 % des taxes pour les industriels qui assembleront leurs véhicules directement dans le pays.

PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS

Les perspectives de vente de véhicules neufs, bien que partant d'un niveau très bas, sont favorables. La construction prochaine par Peugeot d'un grand showroom dans l'une des artères principales de la Capitale et l'arrivée constante de nouveaux acteurs en témoignent.

Si le marché cambodgien n'est pas assez mature pour justifier l'installation d'une réelle industrie automobile sur place, les équipementiers et sociétés de réparation automobile sont toutefois nombreux. Le pays a importé pour 488 M USD d'équipements et d'accessoires automobiles en 2017, principalement de Thaïlande. En octobre 2018, le gouvernement a signé un sous-décret pour permettre aux entreprises de production de pièces et d'équipements, notamment automobiles, de petites et moyennes tailles, de bénéficier d'avantages fiscaux pour faciliter leur implantation localement.

D'autre part, les véhicules électriques, notamment motos ou vélos, se prêtent bien à l'environnement de Phnom Penh ou de Siem Reap où la pollution est forte et où les trajets excèdent rarement quelques kilomètres. Plusieurs entrepreneurs français sont d'ores et déjà actifs dans ce secteur, comme Green e-Bike à Siem Reap qui propose de louer des scooters électriques pour visiter les Temples d'Angkor.

NUMÉRIQUE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES



76% des cambodgiens ont accès à internet et 49% utilisent les réseaux sociaux sur leur mobile. Pièce centrale de nombreuses mesures gouvernementales, le numérique est un réel levier de développement pour le Cambodge comme en témoigne la multiplication des formations en ingénierie, en informatique et autres métiers du numérique. Plusieurs sont dispensées par des centres de formation employant des francophones (Institut Technologique du Cambodge, ONG Passerelles Numériques, NIPTICT...).

Ce boom technologique permet au Cambodge d'effectuer de réels bonds en avant dans de nombreux secteurs: e-commerce, fintech... où l'offre est aussi moderne que dans les pays développés. Plusieurs start-up et PME furent récemment reconnues pour leurs innovations dans des compétitions nationales et régionales. On peut citer parmi les acteurs les plus visibles Cambotickets (réservation de billets de bus en ligne), PiPay et Wing (paiement et transfert dématérialisés), MealTemple (commande de repas en ligne) ou encore

PassApp (concurrent de Grab, qui a absorbé Uber au Cambodge).

Avec une population très connectée dont le pouvoir d'achat augmente et une législation souple, le Cambodge présente de nombreuses opportunités pour les entrepreneurs qui souhaiteraient tester le lancement d'un nouveau produit numérique ou développer leur marché à l'échelle nationale ou régionale. Le coût de la vie abordable, les infrastructures de télécommunication de bonne qualité et la position centrale du Cambodge en ASEAN continental sont autant d'avantages pour les entrepreneurs visant à développer leur marché au delà du Cambodge.

Les acteurs français de l'IT au Cambodge estiment à environ un an la durée pour établir sa réputation au sein du pays, et soulignent que ce marché florissant est d'autant plus facile à explorer en s'associant à des entrepreneurs étrangers ou locaux. La « coopération » est la clé d'une intégration réussie sur le marché du numérique au

Cambodge : communiquer avec ses concurrents, créer des partenariats, rejoindre des réseaux tels que la French Tech Cambodia Phnom Penh, tisser des partenariats et faire émerger la demande.

La French Tech Cambodia Phnom Penh est la déclinaison cambodgienne de l'initiative mondiale visant à participer au rayonnement des start-up françaises à l'étranger. La communauté cambodgienne, officiellement labellisée Communauté French Tech depuis avril 2019, réunit une trentaine d'acteurs-clés francophones du numérique au Cambodge. On compte parmi ses rangs quelques leaders de l'incubation, du e-commerce ou de la communication digitale tels que l'incubateur Confluences, Meal Temple, QED Agency, Last2Ticket ou encore Aniwaa.

Le ministère des Postes et Télécommunications, autorité compétente dans ce secteur, encourage les projets visant à développer cette filière au Cambodge en soutenant notamment l'écosystème start-up. Doté d'une équipe jeune et dynamique, le ministère travaille étroitement avec l'institut national des Postes, des Télécommunications et TIC (NIPTICT) à la promotion de la formation dans ce secteur et l'organisation d'événements d'ampleur comme Digital Cambodia, dont la première édition s'est tenue en mars 2019. Ce salon professionnel, regroupant acteurs cambodgiens, d'ASEAN et membres de la French Tech, a attiré près de 20 000 visiteurs sur 3 jours, une réussite pour une première édition. De telles initiatives représentent de formidables opportunités pour de jeunes entrepreneurs de développer leur réseau et de collaborer avec de nouveaux acteurs pour se développer à l'échelle de la région.

Le ministère bénéficie également du soutien du ministère de l'Économie et des Finances pour développer les infrastructures de télécommunication du pays afin d'étendre et améliorer le réseau. Le Cambodge est ainsi connecté depuis 2017 via Sihanoukville au câble sous-marin Malaisie-Cambodge-Thaïlande (MCT) et au réseau sous-marin trans-pacifique AAG (Asia-America Gateway). Des initiatives privées voient le jour notamment dans le secteur des tours de télécommunication dans les zones rurales où vit la plupart de la population cambodgienne.

Une loi sur le commerce électronique, très attendue, est en cours de finalisation et devrait passer devant le

Conseil des Ministres. Le dernier projet couvre un large éventail de sujets tels que le commerce électronique, la signature électronique, l'administration en ligne et les rapports intermédiaires. Il traite également de la protection des consommateurs en ligne, de leurs informations personnelles et des sanctions en cas de violation de ces dispositions.

PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS

Les habitudes de consommation au Cambodge sont en pleine transition : la croissance des achats en ligne, le recours de plus en plus fréquent au paiement mobile sont autant d'opportunités pour la digitalisation des services clients, le développement des sites de e-commerce (notamment vente de produits alimentaires et boissons) et pour les services B2B.

Si le smartphone a largement pris le pas sur les équipements informatiques fixes chez les consommateurs, la demande en équipements IT pour les entreprises demeure un marché porteur, comme en témoigne la hausse de la demande des profils ingénieurs dans ce secteur.

Plusieurs critères ont motivé le choix d'entrepreneurs français d'implanter leurs activités au Cambodge : main d'oeuvre abordable et qualifiée, bonne maîtrise de l'anglais, position centrale en ASEAN... des caractéristiques nationales porteuses notamment pour les services d'outsourcing.

Le nombre d'agences digitales, en particulier de communication, a fortement augmenté ces dernières années. Les acteurs du marché font état d'un esprit positif de collaboration qui pousse les entreprises à échanger leurs bonnes pratiques et construire des partenariats.

IMMOBILIER ET CONSTRUCTION



Le secteur de la construction attire de plus en plus d'investissements étrangers (2867 projets de construction approuvés, 5,22 Mds USD en 2018), notamment chinois, coréens et japonais. Le dynamisme du tourisme et en particulier de l'hôtellerie soutient cette croissance par la multiplication des projets en cours, à Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville. Le secteur de la construction représentait 29% du PIB en 2018 et 16,5% du montant total des emprunts bancaires au Cambodge (dont 4% des instituts de microfinance).

Les entreprises étrangères de construction sont principalement originaires de Chine (dont Hong Kong), de Taïwan, de Corée du Sud, du Japon, des États-Unis, de Singapour et de Thaïlande. 1070 entreprises de construction et d'architecture sont actives au Cambodge, représentant environ 220 000 emplois. Les entreprises françaises ont également leur place sur le marché, notamment Vinci Construction Grands Projets et de nombreuses entreprises locales ou régionales employant des français : Archetype, LBL International, Architecture & Development...

Le Cambodge a connu au cours des dernières années un essor important dans le secteur de la construction résidentielle et commerciale. Plusieurs projets de cet ordre sont en cours, notamment des immeubles à usage mixte, des centres commerciaux, des développements en périphérie de zones commerciales et résidentielles.

La réhabilitation des infrastructures du pays grâce notamment à l'aide au développement contribue également au dynamisme du secteur. Les besoins dans le domaine des travaux publics et des transports, notamment le réseau routier et les services de transports urbains contribuent à alimenter cette forte demande de matériaux, d'équipements et de services d'ingénierie. Le montant requis pour la réhabilitation des infrastructures pour la période de 2013 à 2022 est compris entre 12 et 16 Mds USD.

La faiblesse du cadre réglementaire est toutefois un frein au développement de l'investissement européen, notamment en raison des risques sur la solidité des structures, d'incendie et d'accident du travail. Le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de la Construction souhaite néanmoins garantir une industrie saine par la rédaction d'un code de la construction. L'objectif de ce code est d'assurer la sécurité et la sûreté des individus (travailleurs, investisseurs ou clients) par la création de normes. Si le Cambodge se base sur des systèmes légaux établis, il doit néanmoins adapter la législation à ses spécificités et ses exigences du Cambodge (bordure du Mékong et risque d'inondations, propriété des terres, climat...). Les experts font état d'une réelle volonté de rehaussement des normes de sécurité et de qualité dans ce domaine.

Des carences subsistent néanmoins au niveau de la formation des travailleurs de la construction et leur sensibilisation aux questions de sécurité. L'Union Européenne et la Corée du Sud soutiennent des initiatives visant à renforcer les normes de sécurité. Le gouvernement coréen a d'ailleurs annoncé fin 2018 son intention de construire un institut Cambodge/Corée du sud de technologie de la construction (C-KICT) dont l'objectif est d'améliorer les normes relatives aux infrastructures et à la construction.

PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS

Plusieurs grands projets commerciaux et résidentiels à Phnom Penh sont en cours et constituent de nouvelles opportunités pour les services d'ingénierie (architecture, gestion de projet) et les fournisseurs de matériaux et d'équipements de construction (machinisme). La construction de condominiums et de bores (résidences à accès contrôlé) en périphérie de la Capitale, le développement de nombreuses zones économiques spéciales (ZES) équipées d'infrastructures énergétiques et hydrauliques individuelles contribuent au dynamisme du secteur. Destinées à attirer les entreprises de manufacture, essentiellement textile, et orientées vers les exportations, les ZES sont pour l'essentiel situées aux frontières de la Thaïlande et du Vietnam, ainsi qu'à Phnom Penh, Sihanoukville et Kampot.

Si les matériaux de construction proviennent en grande majorité de Corée du Sud, de Thaïlande, du Vietnam et de Chine, les matériaux et équipements français et européens sont appréciés des élites urbaines et résidents étrangers pour leur qualité et garanties de robustesse. On observe ces dernières années l'implantation de nombreuses nouvelles entreprises, notamment britanniques, proposant des technologies modernes et de nouvelles compétences architecturales.

Le renforcement des normes contribue au développement du secteur de la certification, notamment environnementale. L'utilisation de matériaux moins polluants, le développement des éco-quartiers, des bâtiments éco-énergétiques et des labels associés (sur le modèle de Singapour ou Shanghai) recevront un écho positif des développeurs.

Le gouvernement cambodgien a proposé des concessions BOT (*Build Own Transfer*) à plusieurs entreprises afin de réhabiliter une partie du réseau routier national, actuellement en très mauvais état. D'autres projets de réhabilitation des infrastructures de transports sont conduits, notamment par l'Asian Infrastructure Investment Bank, acteur central de la stratégie Belt & Road chinoise, mais aussi par l'Agence Française de Développement (développement des réseaux routiers ruraux comme vecteur de développement). Le gouvernement, à travers la société concessionnaire Cambodia Airports (filiale de Vinci Airports), étend les aéroports internationaux (Phnom Penh, Siem Reap, Sihanoukville) et projette de remettre en service les aéroports de province. De grands projets de construction en vue d'accueillir les jeux d'Asie du Sud-Est de 2023 ont également été annoncés : stade national de 80 hectares en périphérie de Phnom Penh, parc safari, parking aux standards internationaux, terrain de golf d'envergure internationale de 36 trous et hôtels 5 étoiles.

ENVIRONNEMENT

Si les secteurs de l'énergie, de l'eau, et des énergies renouvelables bénéficient de nombreux investissements, le Cambodge fait toujours face à de nombreux défis tels que la collecte et le traitement des déchets, le traitement des eaux usées municipales et des effluents industriels, le réseau de drainage des eaux de pluie, la distribution d'eau en zone rurale, la surveillance de la qualité de l'air, la production d'énergie propre, la résilience et l'adaptation au changement climatique.

A l'heure actuelle, Phnom Penh est la 2ème ville d'Asie du Sud-Est en termes de performance du réseau d'eau potable, après Singapour, grâce notamment aux efforts de l'Agence Française de Développement, Suez Consulting et Vinci Construction Grands Projets qui travaillent depuis plus de 20 ans avec la régie des eaux de Phnom Penh (PPWSA).

L'agriculture demeure toujours le secteur le plus gourmand mais la croissance rapide, notamment des secteurs de la construction et du tourisme, va encore accroître les besoins en eau potable des villes du pays. De nombreux projets d'extension du réseau d'eau et de renforcement des capacités des stations existantes sont ainsi en cours.

La qualité de l'air est également un enjeu pour les autorités cambodgiennes, le Cambodge étant classé 162ème sur 178 pays en termes de qualité de l'air, un résultat notamment lié à la circulation des scooters, des voitures d'occasion et au développement des centrales à charbon. La lutte contre les embouteillages et la nécessité de réguler les importations de véhicules d'occasion sont des priorités régulièrement soulevées par les experts du secteur.



Le Cambodge est un pays émergent fortement confronté à la gestion et la valorisation des déchets, principalement du papier (12 400 tonnes collectés en 2014) et du plastique (14 634 tonnes). La valorisation énergétique des déchets n'en est qu'à un stade initial. Si le secteur des déchets a peu évolué ces dernières années, les alertes émises par certains ministères cambodgiens, les organisations internationales et la société civile contribuent néanmoins à faire bouger les lignes. Signe précurseur, GAEA, entreprise locale à direction française, obtient d'ores et déjà de très bons résultats en gestion des déchets à Siem Reap.

Les énergies renouvelables sont encore peu développées malgré un potentiel important en termes d'ensoleillement et de biomasse. La production énergétique repose sur essentiellement sur l'hydroélectricité (50 %), le charbon (20 %) et le mazout (10 %). Bien qu'en baisse, les importations d'électricité représentent encore 17 % du mix électrique, la production locale ne permettant pas à ce jour de couvrir les besoins (demande d'électricité en hausse de 17,9% en moyenne par an sur les dernières années).

A ce jour, le mix fossile-hydraulique est privilégié par le gouvernement. Il est ainsi prévu que 11 nouvelles centrales à charbon (capacité de 2 970 MW) et 12 barrages hydroélectriques (2 840 MW) soient mis en service d'ici 2030. Dans ce contexte, les énergies renouvelables peinent encore à convaincre et aucun objectif de long terme n'est clairement défini. La stabilité du réseau reste une source d'inquiétude majeure : Electricité du Cambodge (EDC), l'autorité régulatrice et responsable du réseau au Cambodge limite pour l'heure le rachat de la production électrique issue du solaire à 10 % de l'énergie totale fournie par le réseau.

Des avantages fiscaux à l'attention des entreprises proposant des solutions écologiques (efficacité énergétique, accès à l'énergie, énergies renouvelables) existent, pouvant aller jusqu'à 20% d'abattement fiscal. Des entreprises telles que ATS, Comin Khmer, Sirea, Green Yellow, Schneider Electric, Legrand sont actives dans ce secteur en tant que distributeurs et installateurs d'équipements électriques, d'installations solaires et opérateurs de maintenance.

Les pouvoirs publics s'inscrivent de plus en plus dans une démarche de protection de l'écosystème. Le ministère de l'Environnement communique régulièrement sur les enjeux majeurs auxquels le pays est confronté : gestion des déchets, solutions énergétiques durables, lutte contre la déforestation... Le ministère prépare d'ailleurs un nouveau code des ressources environnementales et naturelles, qui devrait notamment imposer des études d'impacts environnementaux pour les nouveaux projets de construction.

PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS

L'offre française dans le secteur de l'eau est reçue positivement par le gouvernement grâce à sa compétitivité (notamment prix par rapport aux concurrents asiatiques) et sa bonne réputation. Si Phnom Penh fait figure de modèle dans ce secteur, les besoins en infrastructure dans les villes secondaires (Kampot, Kep, Battambang...) sont toujours forts. Aucune ville ne bénéficie d'un réseau d'assainissement efficace. La faiblesse des installations individuelles entraîne, par ailleurs, un besoin récurrent de travaux. L'offre de services de réparation et d'ingénierie des réseaux d'eau individuels fait ainsi état d'importants besoins.

Le solaire est un secteur très prometteur. La ferme solaire de Bavet (10 MW) lancée en 2017 et financée par la Banque asiatique de développement (ADB) est d'ores et déjà en activité. Plusieurs projets sont en cours : 20 MW dans la province de Kampong Speu et 60 MW dans la province de Kampong Chhnang (lancement prévu fin 2019).

Conscient que les nouvelles technologies solaires permettent de réaliser des économies importantes, le gouvernement offre une assistance financière aux particuliers ou entreprises qui souhaitent investir dans des équipements solaires de qualité, avec une taxation allégée et un soutien réglementaire. Plusieurs acteurs français sont déjà présents, tels que Green Yellow, Artelia ou encore Quadran. L'enjeu est de diversifier les sources de production d'énergie et de réduire la dépendance du pays à l'importation d'énergie, aux centrales hydrauliques ou à charbon.



L'efficacité énergétique est un autre axe de développement soutenu par le gouvernement.

Le ministre de l'Environnement a d'ailleurs déclaré « améliorer l'efficacité énergétique au Cambodge est un enjeu majeur pour permettre une croissance économique durable et de faibles émissions de CO2 » en octobre 2018. L'Alliance sur le réchauffement climatique au Cambodge (CCCA) facilite la collaboration entre des acteurs internationaux tels que l'Union Européenne, United Nation Development Program (UNPD) et les agences de développement suédoise et danoise, afin de multiplier les initiatives sur l'efficacité énergétique.

Les acteurs privés nés de ces initiatives sont nombreux. Les incubateurs Energy Lab et Impact Hub font la promotion des entrepreneurs souhaitant développer des solutions innovantes. Des PME locales, comme Okra Solar ou Sevea Consulting, proposent des services et un accompagnement stratégique des projets dans ce secteur.

A l'heure actuelle, la gestion et la valorisation des déchets est une problématique autant d'un point de vue urbanistique que de santé publique. À Phnom Penh, l'entreprise Cintri détient le monopole de la collecte des déchets qui sont ensuite déversés dans des décharges publiques à ciel ouvert. Il n'existe aucune prise en charge publique du recyclage ou de la valorisation des déchets. Pour le moment, les déchets sont collectés et vendus à la Chine, la Thaïlande, la Corée du Sud, Singapour ou la Malaisie. Des opportunités résident sur ce secteur pour les entreprises qui concluront un partenariat avec les autorités publiques, acteurs clés dans la réussite sur ce marché (décharge, tri sélectif, incinération...).

FOCUS : VILLE DURABLE

Plus de 20 années de croissance économique stable ont durablement transformé le Cambodge et tout particulièrement ses centres urbains (gratte-ciels ultramodernes, grandes esplanades, quartiers résidentiels périurbains...). Avec le doublement de la population urbaine d'ici 2030, les défis actuels que sont la pollution, le trafic automobile, la gestion des ressources énergétiques et la pression de l'urbanisation vont continuer à prendre de l'ampleur.

Au cours de l'édition 2019 de Quinzaine Française, la CCIFC a organisé la deuxième édition du colloque Ville Durable afin de permettre aux acteurs-clés français de la transition énergétique, de l'aménagement urbain, de l'eau et aussi des transports au Cambodge d'échanger sur ces sujets variés. L'intégration des nouveaux quartiers au tissu urbain existant, les transports en commun, la gestion de l'eau, l'analyse de la qualité de l'air figuraient parmi les sujets abordés lors des tables rondes.

La circulation et les embouteillages dans Phnom Penh sont devenus des défis majeurs. Si des projets de transport urbain ont déjà vu le jour (réseau de bus, ligne ferroviaire entre la gare et l'aéroport), de nombreux autres demeurent à l'état de projet. C'est le cas pour les projets de transports en commun ferrés proposés par différents gouvernements étrangers dont la France qui a financé 2 études de faisabilité pour un tramway à Phnom Penh au début des années 2010 ou le Japon qui a réalisé le plan directeur des transports de la Capitale et défend son projet d'Automated Guideway Transit (AGT).

TOURISME

Le Cambodge a accueilli 6,2 millions de touristes en 2018 dont près de 2 millions en provenance de Chine et 2 millions de l'ASEAN. L'Europe et l'Amérique du nord composent l'essentiel des touristes non-asiatiques. Les 2 destinations phares du Cambodge sont Phnom Penh et Siem Reap, accueillant respectivement 3,6 et 2,5 millions de visiteurs, suivi par Sihanoukville, très orientée vers le tourisme chinois, qui a accueilli 1,3 millions de visiteurs au premier semestre 2018, dont près de la moitié originaire de Chine. Ce secteur en plein développement représentait 4,3 Mds USD en 2018, en croissance 10,7% par rapport à l'année précédente.

Le Cambodge est un pays politiquement stable et pacifié depuis une vingtaine d'années qui jouit d'un patrimoine historique remarquable et mondialement connu (Temples d'Angkor), de plages le long du golfe de Thaïlande, d'îles tropicales (notamment Koh Rong), de jungles atypiques, de massifs montagneux et d'une grande biodiversité. Le Cambodge réunit tous les éléments d'une destination de rêve pour les touristes étrangers. 7 millions de visiteurs sont d'ailleurs attendus en 2020. Le secteur du tourisme, et en particulier le tourisme chinois de masse, présente de bonnes perspectives de développement avec 12 millions de touristes attendus en 2025.

Les visiteurs arrivent au Cambodge à 67% par avion (4,6 millions de passagers internationaux en 2018, soit 21% de plus qu'en 2017) et à 33% par voies terrestres et maritimes, notamment du Vietnam et de la Thaïlande. Phnom Penh attire de plus en plus de touristes, avec une offre de restaurants et d'activités qui se diversifie. Siem Reap et les temples d'Angkor restent la destination la plus populaire des touristes.

En plus du développement des liaisons aériennes domestiques par Cambodia Airports et les compagnies aériennes locales, le gouvernement s'attache à relier les centres touristiques du pays (Siem Reap, Phnom Penh et Sihanoukville) grâce au développement d'infrastructures routières et de voies rapides, la dernière en date étant celle entre Phnom Penh et Sihanoukville dont la construction a débuté le 22 mars 2019.

Le ministère du Tourisme soutient vivement et activement le développement de ce secteur, notamment en facilitant la création d'infrastructures hôtelières et d'accueil des touristes. Ce marché dispose de conditions favorables au développement commercial avec des procédures pour en devenir acteur normalisées et régulées et une main d'œuvre locale de plus en plus expérimentée et habituée à travailler dans un environnement international. Le Cambodge bénéficie, par ailleurs, d'un fort avantage par rapport à ses pays voisins : le bon niveau d'anglais de sa population. Le tourisme emploie une part importante des actifs du pays, avec environ 350 000 emplois directs en 2016 avec des salaires en constante augmentation. Le taux de rotation des employés est cependant élevé, 6 mois étant considéré comme une expérience conséquente. La fidélisation du personnel est donc un enjeu clé de ce secteur.

Les touristes occidentaux recherchent un service de qualité, plutôt haut-de-gamme, et respectueux de l'environnement. Des agences de voyages comme ExoTravel travaillent désormais avec des organismes de certifications comme TravelLife, ou des acteurs comme Shell et FriendsSafe pour encadrer les activités de volontourisme (un mode de voyage alliant volontariat et tourisme aux conséquences potentiellement négatives). De nouveaux entrants sur le marché s'inscrivent dans cette démarche, comme le Shintamani Wild près du Parc National de Kirirom, Six Senses et encore Alila Villas sur les îles du littoral cambodgien. D'autre part, des chaînes internationales de restauration et d'hôtellerie se sont installées au Cambodge, permettant aux voyageurs de trouver des points de repères (Starbucks, Hard Rock Café, Burger King...). De grands groupes hôteliers sont également actifs, notamment le groupe Accor et ses hôtels, dont Sofitel, présents à Siem Reap et à Phnom Penh. Des entrepreneurs français sont également à l'origine de plusieurs hôtels à succès.



DÉCOUVREZ CET ÉBLOUISSANT HÔTEL AU STYLE COLONIAL, MÉLANGEANT TRADITIONS LOCALES ET L'ÉLÉGANCE À LA FRANÇAISE, SITUÉ AU ROYAUME DES MERVEILLES.



Do Forni Restaurant

RÉUNIONS ET ÉVÉNEMENTS

Dans sa catégorie, le Sofitel Phnom Penh Phokeethra offre l'une des plus grandes capacités d'accueil de la ville pour des événements privés. À ce titre, nous proposons un large éventail de salons de réception. Que ce soit pour une réunion confidentielle, une présentation à la presse, un dîner de clôture, une soirée entreprise, un séminaire ou encore un mariage, un défilé de mode, une soirée caritative, l'ensemble des événements est rendu possible grâce à la flexibilité unique de nos espaces. De plus le Sofitel Phnom Penh Phokeethra vous accueille au sommet de la ville pour découvrir Phokeethra Sky. Le plus récent espace de réunion de la capitale offre une vue imprenable sur les toits de la ville pour un événement mémorable pour près de 70 personnes.

RESTAURANTS, BAR & LOUNGE

En journée ou en soirée, profitez de la magie d'une expérience culinaire que le Sofitel Phnom Penh Phokeethra offre. Des lieux chaleureux et impressionnants, ainsi qu'un service réconfortant vous attendent lors de votre venue.

- LA COUPOLE** Cuisine asiatique et occidentale avec cuisine ouverte
- DO FORNI** Authentique restaurant italien
- HACHI** Exceptionnel restaurant japonais
- FU LU ZU** Cuisine du Sishuan
- LE BAR** Cocktails et Afternoon tea
- CIGAR CHAMBER** Cigars et spiritueux
- CLUB MILLÉSIME** Exclusivement réservé aux clients résidents en chambre club ou suite



Phokeethra Sky

SOFITEL PHNOM PENH PHOKEETHRA

26 OLD AUGUST SITE - SOTHEAROS BOULEVARD - 12301, PHNOM PENH, CAMBODIA

TEL. +855 (0)23 999 200 - H6526@SOFITEL.COM

WWW.SOFITEL-PHNOMPENH-PHOKEETHRA.COM





PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS

L'amélioration des infrastructures routières, le développement des correspondances aériennes domestiques et internationales et l'élargissement de l'offre touristique sont les principaux vecteurs de l'expansion touristique du pays. L'enrichissement de l'offre touristique, au-delà des temples d'Angkor constitue un des principaux défis à relever par le Cambodge.

En effet, bien que l'augmentation du nombre de visiteurs soit un point positif, le tourisme au Cambodge demeure limité par la courte durée des séjours : 6,6 jours en 2017 selon les statistiques du ministère du Tourisme.

Des opportunités résident donc dans le développement d'activités à destination des touristes, telles que Urban Tales (parcours de découverte de la Capitale) ou Phnom Penh Heritage Tour (visite guidée des lieux historiques) en ville comme en province où l'offre touristique est sous-développée.

Certains secteurs de l'hôtellerie sont saturés notamment celui des guesthouses. Des opportunités se dégagent pour les hôteliers qui sauront se différencier par le biais d'une offre de produits locaux, une haute qualité de service, une réflexion écologique ou une décoration personnelle et atypique par exemple. Le tourisme est saisonnier avec une saison haute de novembre à avril et une saison basse de mai à octobre, une particularité à prendre en compte dans l'élaboration d'un business plan pour traverser cette saison creuse.

Plusieurs marchés de niche apparaissent comme porteurs : les séjours auprès des communautés reculées, expérience qui séduit les baroudeurs en recherche d'authenticité ou l'agrotourisme (visite des fermes de poivre et sel à Kampot notamment). Attention néanmoins : il faut trouver le bon partenaire, quitte à avoir recours à des instituts de labellisation, afin de garantir l'authenticité de ces démarches. Ce secteur se prête bien à la vente d'équipements durables sans plastique et réutilisables (emballages, pailles, gourdes...) auprès des très nombreux restaurateurs et hôtels présents dans les centres touristiques du pays.

FOCUS : TOURISME CHINOIS ET SIHANOUKVILLE

Près de 2 millions de chinois ont visité le Cambodge en 2018. Le Cambodge espère attirer 3 millions de touristes chinois en 2020 (5 millions en 2025 et 8 millions en 2030), en particulier la nouvelle classe moyenne chinoise pour qui un voyage à l'étranger est une grande première et un signe de réussite. Sihanoukville, ville côtière au sud du Cambodge, est devenue la destination phare du tourisme chinois et nombre d'hôtels et casinos ont d'ores et déjà ouvert pour les accueillir.

L'intensification des investissements chinois au Cambodge contribue à renforcer la notoriété du pays et notamment l'arrivée de touristes. Plus de 150 vols de Chine vers le Cambodge sont programmés chaque semaine par le biais de 12 compagnies aériennes chinoises. Plusieurs projets d'ampleur inédite au Cambodge ont été annoncés par des groupes chinois tels que Union Development Group (1,2 Mds USD pour le projet « Tourist Vacation City » à Koh Kong).

Nombres de projets voient le jour à Sihanoukville facilités par les bonnes relations entre les gouvernements chinois et cambodgiens. Le premier ministre a, par ailleurs, récemment déclaré qu'il encourageait Pékin à ouvrir des représentations consulaires dans les zones touristiques du

Cambodge, nouveau signe que les touristes chinois sont particulièrement les bienvenus.

Appelé le « petit Macau », Sihanoukville et ses 88 casinos début 2019 attire les populations chinoises pour ses activités de jeux. A Phnom Penh, NagaWorld, un groupe d'hôtellerie (1500 chambres) et de casinos (3) côté à la bourse de Hong Kong, bénéficie d'une exclusivité dans un rayon de 200 km.

Ainsi, cet afflux de masse de touristes chinois représente une vraie opportunité pour l'entrepreneur qui saura leur proposer une offre adaptée. Plusieurs groupes hôteliers ont d'ores et déjà établi des stratégies pour capter cette clientèle au pouvoir d'achat élevé et friande de services haut de gamme. C'est notamment le cas de la stratégie du groupe Accor « Chine 2020 » qui entend notamment répondre aux usages digitaux et mobiles des Chinois. Ils ont ainsi lancé la plateforme « All » qui réunit l'ensemble de leurs marques et de leurs partenaires (services, transports,...), un outil qui apporte simplicité, immédiateté et personnalisation. De même, créer une page sur les sites de voyage chinois, prendre contact avec les agences de voyage spécialisées, employer des sinophones sont un ensemble de mesures potentielles pour attirer cette clientèle.



SANTÉ

Le ministère de la Santé a lancé en 2016 son 3ème plan stratégique à l'horizon 2020 autour de 3 enjeux prioritaires : lutte contre les troubles épidémiologiques, amélioration de la qualité des services de santé, formation des professionnels de santé. Aujourd'hui, les dépenses publiques de santé représentent 5 à 7% du PIB. Le gouvernement a récemment annoncé son intention d'augmenter les dépenses publiques à 30% du PIB pour renforcer à la fois la formation du personnel soignant et les infrastructures de santé.

Le marché de la santé représentait 328 M USD en 2018, avec une croissance de +11,6% par rapport à l'année précédente, une croissance plus dynamique que le PIB (+7% par an). La demande en service de santé suit la répartition démographique du Cambodge avec des pics à Phnom Penh, Sihanoukville, Siem Reap et Battambang (villes où sont situées la plupart des infrastructures) et des zones rurales où l'offre reste limitée.

Les importations de médicaments sont en augmentation grâce notamment aux 13 entreprises pharmaceutiques enregistrées sur le territoire. Les produits pharmaceutiques étaient le deuxième poste d'exportation de la France vers le Cambodge en 2017. Après une stagnation en 2016, les ventes de médicaments français ont progressé de 6,9 % en 2017, à hauteur de 20 M EUR. Elles peuvent compter sur les réseaux de distribution des laboratoires français (Sanofi, Servier et Pierre Fabre notamment). La modernisation en cours de la distribution pharmaceutique contribue également à ce développement. 2 248 pharmacies étaient enregistrées en 2017, dont une majorité d'acteurs indépendants et quelques chaînes modernes comme U-Care (23 pharmacies réparties dans les principaux centres urbains) ou la Pharmacie de la Gare avec 2 officines et un partenariat avec le Cabinet médical français.

De la même façon, le marché du matériel et des équipements médicaux est dominé par les fournisseurs internationaux notamment français et allemands. L'importateur/distributeur DKSH y occupe une place centrale. L'importation de dispositifs médicaux est soumise à la législation du ministère de la Santé qui autorise la diffusion de ces équipements par la délivrance d'un visa d'autorisation.

Le secteur de la santé est structuré autour de plusieurs associations professionnelles et comités au sein d'EuroCham notamment qui sont d'excellentes plateformes de dialogue avec le gouvernement. Les entreprises actives dans ce secteur se retrouvent, par ailleurs, lors de conférences et salons professionnels notamment Phar-Med Expo et Lab Expo.

La jeunesse cambodgienne, confrontée quotidiennement à la pollution et aux effets du réchauffement climatique, souffre d'un certain nombre de maladies non-transmissibles plus proches des maladies occidentales que des maux tropicaux : hypertension, diabète, maladies chroniques dont l'asthme... Les besoins en médecins spécialistes grandissent notamment en neurologie, ophtalmologie, allergologie et gynécologie.

En 2015, 8 488 fournisseurs de services de santé privés, hors pharmacie, étaient identifiés par le ministère de la Santé. La qualité des soins dispensés par ces cabinets est difficile à contrôler au Cambodge où la pratique de prêts de diplôme entre médecin est encore répandue. Plus d'une cinquantaine de professionnels de santé français exercent au Cambodge : médecin généraliste, gynécologue, dermatologue, pédiatre, neurochirurgien, pharmacien, kinésithérapeute, ostéopathe, orthophoniste, psychologue, infirmière, dentiste entre autres. Les spécialistes font toutefois état d'un manque d'infirmiers et de sages-femmes.



Le secteur hospitalier a récemment fait l'objet d'importants investissements d'origine japonais, coréens ou thaïlandais. Plusieurs hôpitaux aux standards internationaux ont ouverts récemment notamment le Royal Angkor International Hospital et le Royal Phnom Penh Hospital, opérés par Bangkok Dusit Medical Services Public.

Le tourisme dentaire attire de nombreux étrangers (notamment Amérique du nord, Australie ou France) où les frais médicaux sont plus abordables. Certaines agences de voyage proposent d'ailleurs des offres incluant la visite d'un cabinet dentaire. Des cabinets de chirurgie esthétique voient également le jour. On peut citer à ce titre le cabinet français « La clinique ».

PERSPECTIVES ET OPPORTUNITÉS

Une diversification des services et équipements médicaux est requise pour traiter les problèmes respiratoires, cardiovasculaires ou le diabète. Des besoins existent dans la tomodensitométrie, les machines à rayons X et ultrasons pour améliorer les diagnostics et proposer des soins de meilleure qualité.

Les pharmacies modernes avec une chaîne d'approvisionnement contrôlée observent une demande croissante. Le marché des compléments alimentaires et de la beauté au sein des pharmacies, notamment pour les

produits naturels et à base de composants bio, est aussi prometteur.

La parapharmacie, et notamment la distribution de produits à haute valeur ajoutée comme les pansements techniques ou les produits pour bébé haut de gamme, présente une forte demande. Le pays, et particulièrement la Capitale, présente de nombreuses grandes surfaces dédiées aux produits pour bébés et il existe une forte demande pour les produits de santé à destination des enfants en bas âge et des femmes enceintes.

L'ouverture de cabinets et l'offre de service de santé notamment par des infirmiers, sages-femmes et spécialistes promet des retours à long terme. Les zones rurales sont peu couvertes. Aucun médecin français n'est présent à Siem Reap par exemple.

Les services de recyclage des médicaments sont pour le moment inexistant au Cambodge, bien qu'il existe quelques initiatives au sein des hôpitaux, notamment soutenues par la Croix-Rouge, qui récupère les médicaments non-utilisés et périmés.

Enfin, l'utilisation des réseaux sociaux et des téléphones mobiles étant répandue au Cambodge, le développement d'applications de e-Santé et le développement des services numériques en général sont des vecteurs de développement.

FOCUS : CONTREFAÇON DE MÉDICAMENTS

La traçabilité des médicaments délivrés aux patients est un enjeu de santé publique majeur. Les experts du secteur font le constat d'un marché insuffisamment régulé pour assurer la délivrance d'un service adapté aux patients. Plusieurs problèmes coexistent : la vente de médicaments contrefaits, le trafic de médicaments périmés et l'importation parallèle de médicaments de marque.

- La contrefaçon cible généralement les produits à fort potentiel de marché en volume ou à forte valeur monétaire. Les plus répandus sont l'amoxicilline, les antalgiques à base de Doliprane et les médicaments pour traiter l'impuissance. Ils proviennent généralement de Chine, d'Inde ou du Pakistan.

- Les médicaments périmés sont revendus aux petites officines après être sortis du circuit sécurisé. Ces pharmacies officieuses demeurent très fréquentées par la population cambodgienne.

- Des médicaments de marque importés par voies officieuses sont distribués illégalement sur le marché cambodgien. Ils représentent un risque car ils ne sont pas certifiés par le gouvernement et sont généralement inadaptés aux températures élevées et au niveau d'humidité.

Les conférences régionales sur ce thème organisées annuellement témoignent d'une prise de conscience du danger des médicaments contrefaits. Ces événements soulignent la coopération régionale des acteurs publics et privés et la volonté du Cambodge de lutter contre la contrefaçon. Les moyens du gouvernement pour lutter contre les médicaments contrefaits demeurent toutefois limités. Les autorités ont ainsi recours à l'aide du secteur privé pour remonter les filières et identifier les contrebandiers. Les entreprises s'associent pour partager les règles pour lutter contre ces dangers : bannir les petites échoppes (vente de produits déconditionnés, sans traçabilité ni contrôle des conditions de conservation), ne jamais acheter des médicaments sur internet, ne pas acheter de produit sans emballage, vérifier le numéro de lot et la date de péremption, être attentif aux fautes d'impression.

Outre la contrefaçon, la résistance aux antibiotiques cause également de nombreux problèmes. Des facteurs tels que l'automédication des patients ou la posologie inadaptée contribuent à accentuer la résistance aux traitements selon l'Institut Pasteur. L'usage abusif des antibiotiques est notamment dû à un facteur culturel (en khmer, « antibiotique » se traduit par « médicament qui guérit tout »), un manque de sensibilisation des médecins et la présence de résidus médicamenteux dans l'eau.



CHAPITRE 4

SOUTIENS ET DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT AU CAMBODGE



Toutes les institutions économiques internationales attestent du dynamisme de la croissance économique cambodgienne. Les 6,8% de croissance attendue en 2019 reposeront à 42% sur les services (tourisme, finance), à 33% sur l'industrie (textile) et à 25% sur l'agriculture. Grâce à d'importantes évolutions en termes de gouvernance et d'éradication de la pauvreté, la Banque Mondiale a requalifié le Cambodge en tant que pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) en 2016.

Le Cambodge fait cependant face à plusieurs défis pour soutenir et pérenniser sa croissance économique : réduction du taux de pauvreté, augmentation de la compétitivité du pays, amélioration de la qualité et de l'accès aux services publics et à la formation professionnelle. Les besoins portent sur l'investissement dans les infrastructures urbaines comme rurales, la diversification et la modernisation de l'économie et le développement de nouvelles compétences afin d'adresser les besoins des entreprises.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Tandis que l'aide au développement disparaît en Thaïlande et au Vietnam, le Cambodge, en tant que PMA, bénéficie encore largement du soutien financier d'États partenaires. Ce chapitre vise à présenter les programmes de développement des agences occidentales visant à faire face aux défis actuels du Cambodge. Ces programmes donnent lieu à des appels d'offres, accessibles en ligne et mis à jour régulièrement, auxquels les entreprises françaises peuvent répondre. Ces institutions, en garantissant le paiement des prestations, représentent une porte d'entrée de choix aux primo-entrants au Cambodge.

UNION EUROPÉENNE

L'Union Européenne, en phase de dialogue avec le gouvernement, prépare actuellement son programme d'aide au développement post-2019. Sont présentés ci-dessous les programmes arrivés à conclusion en 2019. Ils illustrent les domaines d'intervention de l'Union Européenne au Cambodge.

Projets de l'Union Européenne

NOM DU PROJET	OBJECTIFS	MONTANT USD	PERIODE
<i>L'Alliance contre le Réchauffement Climatique au Cambodge</i>	Réduire les émissions carbone et améliorer la capacité d'adaptation des bénéficiaires.	9,9 M	2014-2019
<i>Partenariat UE-FAO</i>	Collection, analyse et partage des données concernant la sécurité alimentaire, la nutrition et les facteurs résilients afin de promouvoir leur implémentation dans la politique publique cambodgienne, et de prévenir de crises alimentaires sous-jacentes.	34,8 M	2015-2019
<i>Le projet de logistique et transport de marchandises durables dans la région du Mékong</i>	Efficacité du carburant, transport sécurisé des biens dangereux, accès aux financements et politique environnementale.	2,4 M	2016-2019



BANQUE MONDIALE

La Banque Mondiale a lancé en 2018 une série de nouveaux projets pour soutenir le développement du Cambodge. 6 projets dans les secteurs de la nutrition, l'amélioration de la distribution de l'eau et de l'assainissement, la diversification du secteur agricole, l'amélioration du système de santé, l'état des routes, la qualité de l'enseignement supérieur sont soutenus à hauteur de 420 M USD jusqu'en 2025.

Projets de la Banque Mondiale au Cambodge

NOM DU PROJET	OBJECTIFS	MONTANT USD	PERIODE
<i>Cambodia Nutrition Project</i>	Nutrition maternelle et infantile Services de santé au Cambodge	53 M	2019-2024
<i>Water Supply and Sanitation Improvement Project</i>	Accès à l'eau potable Accès aux services sanitaires Performance des fournisseurs d'eau potable	57,8 M	2019-2024
<i>Cambodia Agricultural Sector Diversification Project</i>	Diversification de la production agricole Développement des infrastructures publiques Amélioration des systèmes d'information agricoles et le contrôle qualité Perfectionnement des outils de gestion de projet et de coordination	101,7 M	2019-2025
<i>Road Access Management Project II</i>	Réhabilitation de la route 4 (Phnom Penh - Sihanoukville) Résilience aux aléas climatiques, meilleure sécurité routière et accès facilité aux véhicules d'urgence	110 M	2014-2020
<i>Cambodia Higher Education Improvement Project</i>	Amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur, départements Agriculture et STEM (Sciences, Technologies, Ingénierie, Mathématiques)	92,5 M	2018-2024
<i>Health Equity and Quality Improvement Project</i>	Amélioration de la qualité et de l'équité en matière de santé	88 M	NA

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD)

Présente depuis 1993 au Cambodge, l'AFD a financé plus de 550 M USD de projets au Cambodge depuis son implantation, dont 63% depuis 2013. L'agence se concentre sur l'accès à l'énergie (eau, électricité) et de manière plus large à la résilience du pays au réchauffement climatique.

Projets de l'Agence Française de Développement (AFD)

NOM DU PROJET	OBJECTIFS	MONTANT USD	PERIODE
<i>Agriculture et développement rural</i>	Appui à la gestion des ressources en eau et adaptation au changement climatique	120 M	2017-2021
<i>Infrastructures: accès aux services de base</i>	Eau et assainissement Augmentation de la capacité de production d'eau potable Extension de l'usine de potabilisation de Chamcar Mon et du réseau d'eau potable de Phnom Penh Amélioration de la qualité du service de l'eau potable assurée par la régie de Siem Reap Réhabilitation de 1200 km de routes rurales Extension du réseau électrique national	178,7 M	2017-2021
<i>Renforcement du capital humain</i>	Appui à l'offre de formation publique dans le secteur du tourisme Renforcement des dispositifs en matière de formation professionnelle aux métiers du textile	19,26 M	2017-2021
<i>Promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (microfinance et intermédiation bancaire)</i>	Microfinance verte Ligne de crédit bancaire	23 M	2017-2021

DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT

Si le Cambodge est en phase de rattrapage, il fait toujours état de certains retards en termes de développement, autant de précautions à prendre en compte avant de lancer son projet.

RENFORCEMENT DU SYSTÈME JURIDIQUE

« Le Cambodge a pris des mesures encourageantes pour réduire la corruption sectorielle, par exemple en matière de petite corruption. La perception de recettes fiscales et douanières se déroule mieux grâce à plusieurs réformes visant à améliorer les services publics de base et à améliorer la gestion des finances publiques », a déclaré Vong Socheata en janvier 2019, présidente du conseil d'administration de Transparency International Cambodia. Les réformes destinées à renforcer et à dématérialiser le prélèvement des impôts sont, en effet, encourageantes et contribuent à améliorer la transparence du système de collecte des taxes et diminuer dès lors les risques de malversations.

Malgré les réformes efficaces dans les domaines de l'éducation, de la perception des recettes fiscales et de la tenue des registres fonciers, les problèmes de corruption demeurent. Transparency International classe le Cambodge à la 161^{ème} place sur 180 pays en termes de perception de la corruption en 2018 (stable par rapport à 2017, chute de 11 places par rapport à 2016). Dans la pratique, de nombreuses entreprises témoignent de difficultés (coûts et délais supplémentaires) au passage de la douane, pour obtenir des autorisations et licences spéciales, pour acquérir des terrains...

Le Cambodge est toujours classé dans la liste des pays où le commerce et l'investissement rencontrent de sérieux obstacles. Selon le rapport Doing Business 2019 de la Banque Mondiale (classant le Cambodge au 138^{ème} rang sur 190 pays), le pays obtient une note particulièrement basse dans la catégorie « respect de l'exécution des contrats », classant le pays dans les 10 derniers mondiaux en la matière. Les efforts du gouvernement cambodgien y sont soulignés, notamment les frais engagés pour obtenir un permis de construire qui ont été considérablement réduits.

Outre la lutte contre la corruption, le Cambodge met en place de nouveaux procédés destinés à lutter contre les contrefaçons dans certains secteurs comme les industries textile et pharmaceutique. Le comité anti-contrefaçon fait état de plusieurs saisies notamment de médicaments, de vêtements ou alcools de marque contrefaits, des opérations réalisées la plupart du temps avec le soutien du secteur privé.

De nombreuses réformes opérées par le ministère du Commerce tendent à réduire les pratiques anticoncurrentielles (enregistrement commercial, règles d'origine). La loi cambodgienne sur la concurrence est actuellement en cours de rédaction et discussion. Il en est de même pour la loi de protection des consommateurs.



COMPÉTITIVITÉ DU PAYS

L'augmentation de la compétitivité du pays est au cœur de la stratégie gouvernementale. Le premier ministre a annoncé plusieurs décisions en ce sens fin mars 2019 : suppression de l'autorité en charge de l'inspection import-export CamControl, réduction des coûts appliqués aux ports de Sihanoukville et de Phnom Penh, investissements dans la production d'énergie, réduction du nombre de jours fériés... Le Cambodge fait cependant toujours état de coûts des transports et d'électricité élevés conséquences d'une part, de l'état des routes et des capacités limitées du port de Sihanoukville et d'autre part, du recours à l'importation d'électricité.

PAUVRETÉ

Les dernières données attestent d'un net recul de la pauvreté au Cambodge de plus de 30% il y a une vingtaine d'années à 13,5% aujourd'hui (population déclarant un revenu de moins de 1,90 USD par jour). Selon un rapport du PNUD en 2018, les zones rurales sont les plus touchées : 40% de la population rurale cambodgienne vit dans un contexte de pauvreté multidimensionnelle (manque d'accès à la santé, absence d'éducation pour les plus jeunes et conditions de vie considérées comme indécentes) contre 7% pour la population urbaine. Selon l'agence de l'ONU, la jeunesse est le groupe le plus atteint par la pauvreté de masse : 45% des cambodgiens considérés comme pauvres avaient moins de 19 ans en 2018, une part en augmentation (41,7% en 2015).

ANALYSE DES RISQUES

RISQUES ÉCONOMIQUES

La croissance devrait continuer à bénéficier de la vigueur de la demande intérieure, soutenue par l'augmentation des dépenses publiques et la croissance soutenue des salaires (grâce aux augmentations du salaire minimum), la consommation des ménages représentant 75 % du PIB en 2019 selon Coface. Le revenu des ménages augmentera, même si le secteur agricole, qui emploie un quart de la main-d'œuvre, risque encore de souffrir de la faiblesse des prix des matières premières agricoles. L'inflation restera contenue car l'économie est largement dollarisée. Les investissements publics cibleront principalement l'éducation, l'agriculture et les infrastructures. Les investissements privés sont plus importants que les investissements publics. La Chine restera un investisseur majeur dans le pays à travers des PPP (*Public Private Partnership*) et des projets entièrement chinois. Les IDE devraient continuer à augmenter, en particulier dans le secteur textile, mais s'essouffleront à moyen terme en raison de l'augmentation des salaires et de la concurrence des pays voisins (Bangladesh et Birmanie notamment) et de la remise en question de l'accès hors tarif douanier au marché unique européen (référence faite au dispositif TSA). Le textile, le secteur des services (notamment dans le tourisme et l'industrie des jeux de casino) et celui de la construction (grâce aux investissements chinois) devraient rester les piliers de la croissance.

RISQUES FINANCIERS

Malgré une croissance dynamique et l'amélioration progressive du recouvrement des impôts, le déficit du Cambodge devrait se creuser dû à l'augmentation des dépenses. Le Parlement cambodgien a décidé d'augmenter de 10 % le budget de la défense et de 16 % les dépenses sociales. L'augmentation des dépenses reposera en grande partie sur des financements extérieurs ; les dons bilatéraux et les prêts concessionnels, principalement de Chine et de Russie, représentent environ 8 % des recettes publiques. Le poids de la dette publique continuera donc d'augmenter tout en restant viable en 2019 car largement concessionnelle. Le crédit continue de croître rapidement, en particulier dans l'immobilier et la construction, tandis que le secteur bancaire reste fragile en raison d'une surveillance encore limitée et de la concentration des risques dans le secteur immobilier. Le déficit de la balance courante restera important, principalement en raison de la hausse continue du déficit commercial, le coût des importations de biens d'équipement, de biens intermédiaires et de produits pétroliers augmentant plus vite que les prix des exportations. La croissance du tourisme contribuera à maintenir un excédent de la balance des services. Les niveaux élevés de l'aide internationale et des envois de fonds des travailleurs expatriés compenseront le rapatriement des dividendes par les sociétés étrangères. Des entrées régulières d'IDE, notamment en provenance de la Chine et du Japon, permettront de financer le déficit de la balance courante.

Voir la partie "Régime politique" pour attester des risques politiques au Cambodge

Source : Coface, février 2019

CHAPITRE 5

CONSEILS AUX ENTREPRENEURS

INVESTIR AU CAMBODGE

Investir au Cambodge est nettement moins contraignant que dans les pays avoisinants notamment grâce à l'absence de contrainte d'association avec un partenaire local. Les procédures encadrant les investissements étrangers sont standardisées. Les investissements étrangers sont autorisés dans l'ensemble des secteurs de l'économie (hormis quelques restrictions : production de psychotropes, exploitation forestière...) et même encouragés par des mesures d'allégement fiscal (Qualified Investment Projects).

Le champ des investissements est donc large. Les priorités actuelles du gouvernement sont fixées par la Politique de développement industriel du Cambodge 2015 - 2025 (accessible sur le site d'EuroCham) qui repose sur 3 objectifs principaux : augmenter la contribution de l'industrie dans le PIB, diversifier les exportations industrielles (au-delà du textile), soutenir le développement d'un tissu de PME industrielles. Le recours aux IDE pour étendre les marchés à l'export et développer l'utilisation et les transferts de technologies est cité en premier dans la liste des priorités. Ce plan

décennal prévoit, par ailleurs, de faire évoluer le cadre réglementaire pour renforcer l'attractivité du Cambodge. Les industries prioritaires sont à ce titre :

- Industries nouvelles ou manufacturières portées vers l'export de produits innovants et à haute valeur ajoutée, destinés au consommateur final ou à la production d'équipements : mécanique, électronique, électrique, transport et traitement des ressources naturelles
- PME actives dans les secteurs de la production de médicaments, de dispositifs médicaux, de matériaux de construction, de mobilier ou d'équipements de conditionnement
- Industrie agroalimentaire pour l'exportation et le marché domestique
- Industrie de soutien pour les secteurs de l'agriculture, du tourisme et du textile
- Projets qui s'inscrivent dans la chaîne de production régionale ou ceux avec une importance stratégique pour l'avenir: technologie de l'information, télécommunication, énergie, industrie lourde et technologie écologique

LES AVANTAGES	LES FREINS
<ul style="list-style-type: none"> - Absence de contrainte d'association avec un partenaire local dans la plupart des secteurs - Mesures fiscales incitatives - Marque « France » valorisée - Bon niveau d'anglais de la population - Bureaucratie limitée - Utilisation courante du dollar américain - Sites touristiques de renommée internationale (temples d'Angkor, îles, plages...) - Main d'œuvre abordable, jeune et dynamique - Position centrale en ASEAN continentale 	<ul style="list-style-type: none"> - Cadre légal en évolution, facteur d'incertitudes - Coûts et délais supplémentaires liés à la corruption difficiles à prévoir - Faiblesse du droit commercial - Carence de la formation professionnelle - Manque de personnels qualifiés dans la plupart des secteurs

Les entrepreneurs ont la possibilité d'explorer les opportunités d'investissement au-delà de l'industrie en parcourant la partie sectorielle du guide. Pour réussir leur investissement, la CCIFC recommande aux professionnels de passer par ces 5 étapes clefs :

1 - Evaluer les opportunités d'affaire

Durant cette phase, l'investisseur va procéder à un examen minutieux du climat entrepreneurial, rencontrer et évaluer les partenaires potentiels, évaluer les conditions micro et macro-économiques, procéder au calcul des coûts, évaluer l'environnement légal, juger de la présence nécessaire de certaines infrastructures, et analyser d'autres facteurs pertinents, afin de déterminer si l'investissement au Cambodge est intéressant.

Dans beaucoup de cas, les points précédents peuvent être jaugés au regard d'un premier investissement indirect, comme par exemple la création d'une agence ou en travaillant avec des distributeurs déjà présents au Cambodge.

2 - Enregistrer son investissement en tant que « Qualified Investment Project » ou QIP

Le statut de QIP permet à un investisseur de bénéficier d'avantages fiscaux. Le Conseil pour le Développement du Cambodge (CDC) est l'autorité qui délivre ce statut. La demande d'octroi est complexe et est soumise à différentes étapes de validation par le CDC et par le sous-comité d'investissement provincial ou municipal, en fonction du type de projet d'investissement. Toute société souhaitant pouvoir bénéficier de ce statut peut le faire avant ou après son enregistrement au ministère du commerce du Cambodge (MOC).

La première étape de demande se fait auprès du CDC avec les premières pièces demandées. Après examen et validation de ces pièces préliminaires,

la société demandeuse, se voit délivrer un certificat d'enregistrement conditionnel (Conditional Registration Certificate) qui dresse notamment la liste des approbations, autorisations et permis, qui doivent être délivrés par les entités gouvernementales (ministères, municipalités, etc.) et qui sont nécessaires à l'exercice de l'activité de la société. Dans les 28 jours qui suivent l'émission de ce premier certificat, le CDC délivre la licence d'investissement (Final Registration Certificate) même si toutes les approbations, autorisations et permis ne sont pas encore obtenus.

Les bénéficiaires du statut QIP obtiennent généralement soit une exemption fiscale sur les revenus (tax holiday), soit un amortissement spécifique. En outre, ces bénéficiaires peuvent obtenir des exemptions de droits de douanes sur l'importation d'équipements de production ou bien encore de matériels de production.

Les projets d'investissement dans les zones spéciales économiques (special economic zone) peuvent également bénéficier du statut QIP et par conséquent d'exemptions, dont celle de la TVA sur les importations.

Restrictions à l'octroi de la licence d'investissement

Tous les projets d'investissements ne sont pas éligibles au statut de QIP. Le sous-décret 111ANK/BK liste les secteurs dit « négatifs » pour lesquels les projets d'investissements ne sont pas éligibles à recevoir le statut QIP. Les secteurs prohibés par la loi sont catégoriquement exclus, tels que la production de substances narcotiques ou psychotropes, la production de produits chimiques prohibés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les exploitations forestières contraires à la loi sur la déforestation, et la production d'électricité à partir de déchets importés.

D'autres secteurs non prohibés par la loi ne sont simplement pas éligibles pour le statut QIP : les activités touristiques et d'information (radio, téléjournal, presse),

la restauration, l'hôtellerie ou bien encore les projets de casino. Les statuts QIP sont attribués aux projets pouvant démontrer des capitaux conséquents : un capital enregistré « registered capital », correspondant au capital de la société inscrit dans les statuts, et un capital d'investissement « investment capital », correspondant au capital disponible pour développer le projet. Les montants exigés diffèrent selon les secteurs mais varient entre 500 000 à 1 000 000 de USD selon les projets.

Limites des exemptions

L'exemption fiscale ne s'applique pas pour les taxes suivantes :

- Impôt retenu à la source (withholding tax)
- Impôt sur salaire
- TVA

Cependant, les sociétés bénéficiant du statut QIP peuvent obtenir des remboursements de la TVA versée en lien avec leurs projets d'investissement durant la création de leur activité, pour une période maximum de 2 ans sous certaines conditions. Certains remboursements ou exemptions de TVA sont applicables, sous certaines conditions, aux sous-traitants ou entreprises connexes pour les activités en lien avec le projet.

Compte tenu de la complexité de la demande, les investisseurs ont généralement recours à des cabinets locaux les guidant dans ces procédures, les formulaires de demande et documents à déposer aux différents ministères devant être déposés en khmer.

La licence d'investissement est retirée lorsqu'elle est obtenue par fraude ou fausses déclarations (misrepresentation) ou lorsque le bénéficiaire ne débute pas l'activité pour laquelle il a reçu le statut QIP dans les 6 mois qui suivent la réception de la liste des approbations, autorisations et permis nécessaires. Un délai plus long est appliqué dans les cas de concessions.

3 - Procéder à l'enregistrement de son entreprise

Voir chapitre « Droits des sociétés et enregistrement ».

4 - Obtenir les licences nécessaires en amont du projet

En plus des enregistrements et licences mentionnés ci-dessus, certaines licences opérationnelles, générales ou spécifiques à un secteur, doivent être obtenues. Ces licences « Amont » incluent entre autres les licences d'usine délivrées par le ministère de l'Industrie, les licences minières du ministère des Mines et de l'Énergie, les licences agricoles, les approbations environnementales du ministère de l'Environnement (MOE), les permis de construction et les licences du ministère du Tourisme (MOT) pour les investissements liés à l'industrie touristique.

Notez qu'en pratique, la délivrance de la licence varie en fonction du projet. Dans de nombreux cas, certaines licences opérationnelles sont obtenues avant ou pendant la phase de licence d'investissement et de création de la société. Dans certains cas, elles sont obtenues après cette dernière.

5 - Procéder aux enregistrements de « routine »

Quelques licences et permis supplémentaires peuvent être requis par les autorités locales (à différentes échelles : provinciales, municipales, districts...) notamment par rapport à l'enregistrement fiscal ou l'enregistrement du personnel.

LANCER SON ACTIVITÉ

Le secteur privé au Cambodge est ouvert et dynamique. Les opportunités ayant d'ores et déjà été listées dans la partie sectorielle du guide, ce chapitre vise à donner quelques conseils aux entrepreneurs avant de lancer leur activité.

CHOISIR UN PARTENAIRE

S'associer à un partenaire d'ores et déjà intégré à la communauté d'affaires locale, qu'il soit actionnaire, agent ou distributeur, est le meilleur moyen d'intégrer le marché cambodgien. Ce dernier pourra partager son réseau professionnel et développer des relations commerciales avec les futurs clients et partenaires. En connaissant les particularités culturelles locales, il saura éclairer les entrepreneurs dans leurs choix et faciliter les négociations. Le choix du partenaire peut se porter, en fonction de l'importance de la communauté dans le secteur (chinoise, japonaise, vietnamienne...), sur un partenaire étranger ou bi-national.

INTÉGRER UN RÉSEAU

Les réseaux d'entreprises au Cambodge sont multiples et couvrent la quasi-totalité de secteurs présentés dans ce guide avec chacun ses spécificités. Ces entités (chambres, fédérations) peuvent être nationales (CCIFC, NordCham, BritCham...) ou supra-nationales (EuroCham), dédiées à un secteur particulier (Cambodia Automotive Industry Federation, Cambodia Hotel Association, etc.) ou multisectorielles (EuroCham héberge 10 comités). Les services proposés par ces réseaux varient beaucoup selon leurs missions : réseautage, lobbying, communication, information... Ces réseaux sont d'excellents points d'appui pour les entrepreneurs qui cherchent à rencontrer des prospects et partenaires à travers les networking réguliers, obtenir des informations

de première main, dialoguer avec le gouvernement en tant que fédération professionnelle...

BÉNÉFICIER D'UN ACCOMPAGNEMENT

De nombreux acteurs sont présents pour faciliter l'accès au marché des entrepreneurs français. EuroCham propose une gamme de services d'accompagnement complète allant de la première mission de prospection (rencontres prospects et partenaires), au soutien à l'activité sur place (ressources humaines, traduction, communication...) jusqu'au partage d'espaces de bureau.

Plusieurs membres de la CCIFC proposent également des prestations d'accompagnement certaines spécialisées dans les démarches juridiques, la logistique, la distribution... Le directoire des membres de la CCIFC est accessible via le lien suivant : eurocham-cambodia.org/members-directory en filtrant French Chapter (CCIFC). Dotée de contacts parmi les entreprises membres, cette liste est une excellente base de prospection pour démarrer son activité au Cambodge.

FINANCER SON ACTIVITÉ

Les entrepreneurs pourront s'adresser aux nombreuses banques commerciales présentes au Cambodge. Le pays présente en effet 39 banques commerciales en 2018, 6 bureaux de représentation, 15 banques spécialisées, 74 institutions de microfinance et 11 sociétés de leasing. Le secteur bancaire du Cambodge est très dynamique et tend à se structurer. La concentration dans ce secteur est relativement modérée, 4 banques – ACLEDA Bank, ANZ Royal, Cambodia Public Bank, et Canadia Bank – représentent plus la majorité des dépôts bancaires. Malgré une augmentation de l'utilisation du système bancaire et financier, l'ensemble des activités de prêts et de placements reste relativement faible en raison d'un



ET MAINTENANT ?

VOUS ÊTES EN PHASE DE PROSPECTION...

- Études de marché
- Recherches de partenaires locaux
- Collecte de données
- Études de faisabilité
- Organisations de rendez-vous B2B
- Traductions

CONTACTEZ-NOUS

+855 (0) 23 964 141

services@eurocham-cambodia.org
eurocham-cambodia.org

EUROCHAM CAMBODIA

**Consulting
Services**

manque de confiance et de taux d'intérêts commerciaux très élevés. Les prêts peuvent être contractés en USD et en KHR (riels cambodgiens). Si les deux monnaies sont acceptées et l'utilisation du KHR encouragée par le gouvernement, le USD est de loin la monnaie la plus utilisée dans le milieu des affaires, 80% des dépôts et crédits contractés au Cambodge se faisant en USD.

BRED Bank Cambodia est, depuis 2017, l'unique banque française et européenne présente au Cambodge. La banque s'est rapidement développée en offrant des services à une clientèle large : particuliers, petites et moyennes entreprises (PME), grandes entreprises locales et internationales et en multipliant l'ouverture des

agences à Phnom Penh et en province (Siem Reap en 2018, Battambang en 2019). La BRED Bank Cambodia propose à sa clientèle des produits bancaires propres à chaque segment : des financements de consommation pour les particuliers par exemple (prêts véhicule, habitat, ...), des produits plus spécifiques pour les PME tels des financements d'équipements, de besoins de fonds de roulement et pour les grandes entreprises, des solutions de financements et de gestion des salaires. La BRED Bank Cambodia a également lancé en 2019 un programme dédiée aux femmes entrepreneurs mixant des services financiers mais aussi non financiers tels que des événements et un programme de cours.

VÉHICULES

INCENDIE

CONSTRUCTION

RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

RESPONSABILITÉ CIVILE

SANTÉ

ACCIDENT EMPLOYÉS

VOYAGE

MARINE CARGO



Nos accords exclusifs, notre expertise et plus de dix ans d'expérience sur le terrain nous permettent aujourd'hui de mieux anticiper vos risques et de vous proposer des solutions d'assurance en parfaite adéquation avec vos besoins.

David TRÉAL

Directeur AG Cambodia

Suite A-1 • Himawari Residences • 313 Quai Sisowath • Phnom Penh
+855 (0) 23 998 018 • info@agcambodia.com • www.agcambodia.com

RECRUTER

Les entreprises peuvent s'adresser à différents interlocuteurs pour recruter au Cambodge :

- Les universités forment un nombre croissant d'étudiants chaque année. La demande étant forte au Cambodge, il est courant pour les entreprises de proposer des offres d'emploi aux futurs diplômés relativement tôt dans leur cursus.
- Les ONG comme Pour un sourire d'Enfants, Friends International, Passerelles numériques, Don Bosco, Sala Bai... ont chacune leurs spécialités.
- Les interlocuteurs proposant des contrats spéciaux tels que Volontariat de solidarité internationale (VSI), service civique, Volontariat international en Entreprise (VIE)...
- France Alumni, un réseau de cambodgiens anciennement diplômés en France ou ayant suivi un cursus francophone, peut également être un relai utile.

Plusieurs sites spécialisés proposent de diffuser les offres :

- La CCIFC met à disposition des entreprises à la recherche d'employés, stagiaires ou consultants une CVthèque sur son site internet, stock les offres d'emploi sur son Job Board et les diffuse sur les réseaux sociaux.
- EuroCham met un Job Board à la disposition des chercheurs d'emplois. Prenez contact avec EuroCham pour y intégrer votre offre.
- L'agence universitaire de la francophonie diffuse des offres uniquement destinées aux francophones.

Quelques sites de mise en relation employeurs/employés :

Bongthom : bongthom.com

Topjob Cambodia : topjobcambodia.com

CamRH : camhr.com

TRAVAILLER DANS UN ENVIRONNEMENT MULTICULTUREL

Dans le monde du travail, chaque pays a ses codes. Il est ainsi important de comprendre la culture du Cambodge pour construire des relations fortes avec ses collaborateurs. Si les relations entre étrangers et cambodgiens sont toujours respectueuses, tenir compte des particularités culturelles du pays peut permettre d'éviter certains faux-pas.

Quelques points à retenir pour commencer :

- Le respect de la hiérarchie et des aînés est très fort au Cambodge. Les informations sont partagées de façon hiérarchisée à une personne désignée comme référente par son statut dans l'entreprise
- Les conflits ou confrontations directes en public sont à éviter. Les critiques négatives se font en privé et de façon indirecte. Eviter de faire « perdre la face » (faire admettre une faute ou mettre en évidence un doute) à ses interlocuteurs locaux est essentiel.

En raison de la situation de plein-emploi, les entreprises du Cambodge font face à un fort taux de roulement des employés. Dans le domaine du tourisme notamment, il est en effet rare que les employés restent plus de six mois, durée jugée suffisante pour justifier d'une expérience. Pour conserver leurs employés, les entreprises devront donc redoubler d'attentions, proposer des salaires compétitifs, de la formation et des avantages (assurances, congés...).

La formation intra-entreprise s'est développée pour former les employés aux spécialités absentes de la formation professionnelle. L'entreprise ATS sensibilise ses équipes aux problématiques environnementales : efficacité énergétique, gestion des déchets, réduction de l'utilisation du plastique... De même, les entreprises proposent parfois des programmes d'alternance pour accompagner les jeunes dans leur parcours professionnel.

DÉVELOPPER SES VENTES



DISTRIBUTION

Le Cambodge impose peu de restriction dans les secteurs de la distribution et de l'import/export : pour preuve, la suppression récente de l'organe CamControl en charge des inspections des produits circulant au Cambodge. La vente au détail fait l'objet de rapides transformations.

La distribution traditionnelle (échoppes informelles, marchés couverts ou en plein air, supérettes) demeure la première destination d'achats au Cambodge surtout dans les zones rurales où la distribution moderne n'est pas encore implantée. Phnom Penh fait office d'exception dans ce paysage avec le développement de nombreuses chaînes de magasins et superettes modernes (Super Duper, Kiwi Mart, Aeon Maxvalu, Smile...) et plusieurs centres commerciaux récents dont Aeon Mall 1 et 2 qui accueillent boutiques et restaurants de marques, food court, distribution spécialisée (électroménager) et supermarchés proposant notamment des produits frais (poissons, fruits de mer, viande et légumes). Ces centres commerciaux sont très fréquentés en semaine comme en week-end par une clientèle internationale et cambodgienne. Ils s'adressent aux classes sociales moyennes et hautes ainsi qu'aux expatriés, surtout asiatiques (Chine, Japon, Corée du Sud...).

La distribution spécialisée se développe également dans la Capitale avec l'apparition de chaînes de pharmacies et parapharmacies, produits maternels, produits bios,

magasins de jouets, articles de sports, papeterie... La première grande surface dédiée à la vente en gros (le groupe thaïlandais Makro) a ouvert ses portes en 2018.

L'émergence d'une classe moyenne aisée soutient la diversification de l'offre d'activités de loisirs. On observe notamment chez les jeunes, un fort attrait pour les activités de loisirs : shopping, cinéma, sport, etc. Le succès du français Decathlon en est une illustration, tout comme le développement d'activités réservées aux élites telles que le golf, le quad, le moto cross, l'équitation, etc.

MÉTHODES DE VENTE ET PROMOTION

Comme s'agissant de la distribution, les méthodes de vente varient beaucoup entre zone rurale et urbaine. Les petits formats (échantillons de produits d'hygiène ou alimentaire), en permettant un étalement des dépenses dans le temps, prévalent dans les échoppes des zones rurales.

Les grandes surfaces dans les zones urbaines ressemblent plus ou moins aux supermarchés et hypermarchés français avec la présence plus fréquente de stands de dégustation ou de distribution d'échantillons gratuits. L'utilisation de la carte de crédit est restreinte aux grandes surfaces modernes. L'utilisation d'espèces, USD et KHR en zone urbaine et KHR en zone rurale, est le plus commun.

Les campagnes promotionnelles proposant coupons, tirages au sort et remises sont appréciées des consommateurs des marchés, supermarchés, restaurants, cybercafés et lieux de loisirs (cinéma, arcade...). Les brochures distribuées dans la rue et les stands avec sonorisation sont des méthodes de vente commune en ville comme en campagne.

Le télémarketing via SMS ou appels téléphoniques est de plus en plus utilisé pour cibler les jeunes consommateurs cambodgiens au risque parfois de les submerger de promotions.

COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Le commerce en ligne se développe au Cambodge, avec l'apparition de boutiques de e-commerce comme Delishop, Delivery.asia, ou encore site de livraison de plats préparés (MealTemple, Nham 24...) Decathlon a récemment lancé une plateforme de vente en ligne. Quelques sites de référence ont émergé ces dernières années : Khmer 24 (équivalent de Le Bon Coin), Bookmebus (réservation de tickets de bus en ligne), Little Fashion (mode féminine)... Cet essor est accompagné par le développement des plateformes de paiement en ligne. ABA Bank propose d'effectuer des paiements, retraits et transferts d'argent à partir de son smartphone. D'autres acteurs, comme Wing, développent également leurs offres de paiement. Facebook est utilisé pour contacter directement magasins et fournisseurs de services, pour prendre des rendez-vous, réserver une table... Les entrepreneurs souhaitant développer un commerce en ligne devront considérer le smartphone comme premier terminal d'accès au web, devant l'ordinateur fixe ou portable.

TARIFICATION

Le lieu d'achat est avant tout sélectionné en fonction du prix pour la clientèle locale comme en témoigne la prévalence des marchés locaux où les prix sont parmi

les plus bas et les produits vendus en petite quantité. Les enseignes modernes sont perçues comme étant plus chères et donc réservées aux classes moyennes et hautes (moins de 10% de la population) et aux expatriés, plus habitués à ce type de magasins. Si la perception des produits français comme étant chers demeure répandue, le développement du commerce des marques de distributeurs français (Leader Price, Netto) tend à amoindrir cette impression. La marque « France » véhicule toujours des valeurs de qualité et d'exclusivité particulièrement autour de la beauté ou de la parfumerie.

En comparaison avec les pays voisins, les prix dans les supermarchés au Cambodge sont plus élevés, conséquence notamment des coûts logistiques importants, de l'utilisation systématique du USD, d'une concurrence limitée dans le secteur de la distribution et des carences de la production locale (recours systématique à l'importation).

Aucune enseigne de hard discount n'est présente.

SERVICES APRÈS-VENTE

Les services après-vente et les services aux consommateurs sont peu répandus au Cambodge, conséquence notamment du surcoût appliqué pour de tels services jugés par ailleurs bien souvent comme secondaires voire superflus par les consommateurs locaux. Les fournisseurs occidentaux proposant ce type de service se heurtent souvent aux offres concurrentes qui proposent des offres meilleur marché sans après-vente.

L'offre de services après-vente peut cependant s'avérer capitale pour assurer son développement notamment dans la vente d'équipements dont les pièces ne peuvent être fournies que par le distributeur officiel (automobile, construction, industrie...). La formation des équipes, la disponibilité des pièces et la capacité à offrir un service haut de gamme peuvent alors être pour ces secteurs un ensemble d'éléments différenciants efficaces pour fidéliser la clientèle.

GRANDS MÉDIAS

RÉSEAUX SOCIAUX

Selon le média en ligne Geeks in Cambodia, Facebook est de loin le réseau social le plus utilisé au Cambodge avec 6,8 millions d'utilisateurs en 2018, soit près de la moitié de la population, une forte hausse par rapport à 2017 (4,8 millions). Les utilisateurs de Facebook sont en majorité des hommes (à 60%), jeunes (50% ont moins de 24 ans). L'accès à Facebook est presque exclusivement mobile (91%), à 35% IOS et 34% Android. Instagram, avec 660 000 utilisateurs au Cambodge en 2018, est le deuxième réseau social le plus utilisé.

Fait particulier au Cambodge, Facebook est la principale porte d'accès au web et son contenu (site d'information, vidéos...). Les cambodgiens sont très enclins à interagir avec les publications Facebook (partage, like, commentaire...). Plusieurs agences, telles que Fresh News qui relaie les informations du gouvernement sur Facebook, ont pris de l'ampleur dans le paysage médiatique ces dernières années.

TÉLÉVISION

Selon une étude de la BBC publiée en août 2014, l'accès à la télévision est quasi-universel au Cambodge (seuls 8% des cambodgiens rapportaient l'absence de télévision dans le foyer en 2015) et le visionnage quotidien (pour 70% de la population). L'accès au câble ou à la télévision satellite est restreint à 10% des cambodgiens, principalement les jeunes urbains. L'heure de point de la télévision est en soirée de 18h00 à 22h00.

Il existe plus d'une vingtaine de chaînes de télévision privées au Cambodge : Hang Meas HDTV, Bayon Television, Cambodian Television Network, SEATV, CCTV... qui diffusent des programmes d'information, de divertissement et/ou de productions majoritairement étrangères mais de plus en plus locales. Les chaînes les plus populaires sont CTN, MyTV et Bayon TV.

La télévision était la première source d'information

jusqu'en 2015 avant d'être dépassée par Facebook. En comparaison avec les pays voisins, la publicité télévisuelle au Cambodge reste abordable. La pratique des interviews télévisées est courante.

RADIO

Comme la télévision, une vaste majorité de cambodgiens a accès à une radio : individuelle pour 39% et partagée au sein du foyer pour 67%. 54% des cambodgiens déclaraient écouter la radio au moins une fois par jour en 2015, une population moindre en comparaison avec la télévision (70%). L'heure de pointe de la radio est le matin de 6h00 à 8h00 et pendant le déjeuner.

Il existe une quarantaine de stations de radio privées au Cambodge. Les radios les plus populaires sont ABS Kampuchea, Radio Free Asia, FM 105 et Bayon Radio.

PRESSE

La presse internationale au Cambodge est peu développée. Avec la fermeture en 2017 du Cambodia Daily, l'un des trois journaux anglophones du pays, les deux seules publications anglophones imprimées sont le Phnom Penh Post, récemment racheté par un groupe malaisien, et le Khmer Times.

La presse francophone existe à travers Cambodge Mag et Le Petit Journal.

Beaucoup de journaux en langue khmère subsistent avec une liberté éditoriale et un lectorat toutefois limités. La plupart sont disponibles uniquement en ligne : Nokorwat News Daily, AKP, Thmeythmey, Kampuchea Thmey Daily, TNM TV online, Cambo Globe... Certains sont liés à des chaînes de télévision. Les journalistes sont généralement friands d'annonces, lancement de projets ou inaugurations d'autant plus si des éléments visuels permettent d'agrémenter l'article.

ACCOMPAGNATEUR INCUBATEUR

d'aventures entrepreneuriales
au Royaume du Cambodge

● UNE ÉQUIPE BINATIONALE AVEC PLUS DE 18 ANS D'EXPÉRIENCE DANS LE ROYAUME

● UNE AGENCE DE CONSEIL SPÉCIALISÉE DANS L'ACCÈS AU MARCHÉ ET LE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

● UN INCUBATEUR DE 40 POSTES DE TRAVAIL AU COEUR DU QUARTIER DES AFFAIRES

● UN PORTEFEUILLE DE SERVICES ADMINISTRATIFS, DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE SOCIÉTÉ AU PORTAGE DE VOS SALARIÉS

20b rue 282, BKK1
12 302, Phnom Penh
Royaume du Cambodge

+855 (0) 85 402 857
contact@confluences.com.kh

f t in ig www.confluences.com.kh/fr/



CONSEIL

INCUBATEUR

DISTRIBUTION

LOGISTIQUE



CHAPITRE 6

CADRE JURIDIQUE

DROITS DES SOCIÉTÉS ET ENREGISTREMENT

ENREGISTREMENT

Toute société doit faire l'objet d'un enregistrement au ministère du Commerce (MOC) et au département général des taxes (GDT) pour opérer légalement au Cambodge. Les sociétés doivent être enregistrées au MOC au moins 15 jours avant le début de l'activité.

Avant de déposer tout dossier au MOC pour l'enregistrement, la société doit réserver son nom avant toute chose. Si le nom choisi est disponible (s'il n'est pas similaire à un nom de société existant ou déjà utilisé), il sera, après paiement des frais associés, réservé et rendu indisponible par d'autres pendant 3 mois.

Une société est considérée comme créée à compter de la réception du certificat d'immatriculation en khmer et en anglais délivré par le MOC. Ce certificat d'immatriculation liste les informations principales relatives à la société, telles que le numéro d'immatriculation, le ou les objets sociaux, son siège social, sa forme juridique, son capital, le nom des administrateurs et actionnaires. Depuis le 1er janvier 2016, l'enregistrement d'une société peut se faire en ligne sur le site du MOC (*businessregistration.moc.gov.kh*).

Une fois enregistrée au MOC, la société doit notifier cet enregistrement au GDT dans un délai de 15 jours à compter de la réception du certificat d'immatriculation. Lors de cette notification, la société doit confirmer au GDT les activités commerciales qu'elle souhaite entreprendre au Cambodge. Il n'est pas obligatoire d'entreprendre tous les objets sociaux inscrits dans les statuts. En revanche, une taxe appelée « patent tax » dont le montant varie selon l'activité doit être réglée pour chaque activité commerciale déclarée. Une fois enregistrée au GDT, la société reçoit son numéro de TVA et doit s'acquitter des taxes mensuelles et annuelles obligatoires.

Les sociétés souhaitant recruter des employés devront s'enregistrer au ministère du Travail. Si l'administrateur principal (*chairman*) réside au Cambodge, ce dernier sera

considéré comme employé par la société et devra être déclaré et obtenir, s'il est étranger, un permis de travail. En l'absence d'employé, la société n'est pas requise de s'enregistrer au ministère du Travail.

Documents nécessaires pour l'enregistrement au MOC

Tout dossier d'enregistrement doit contenir au moins les documents suivants (liste non-exhaustive) :

- Les statuts de la société en khmer (une version en anglais ou français peut accompagner la version khmère) contenant entre autres :
 - dénomination sociale
 - forme juridique
 - adresse du siège social
 - apports de chaque actionnaire
 - montant du capital social (minimum requis de 1000 USD)
 - objet (énoncé sommaire des activités et opérations de la société)
 - durée de vie de la société
- des photos d'identité en couleur des dirigeants de la société (4x6)
- une copie de la carte d'identité ou copie du passeport du ou des dirigeants et actionnaires de la société s'ils sont étrangers
- une déclaration sur l'honneur du dirigeant attestant qu'il n'a jamais fait l'objet de condamnation par une juridiction civile, commerciale ou pénale, et qu'il n'est pas fonctionnaire lors de l'exercice de ses fonctions de dirigeant.

Les documents à fournir pour l'enregistrement d'une succursale, d'une entreprise individuelle ou d'un bureau de représentation sont les mêmes que ceux demandés pour l'enregistrement d'une société privée à responsabilité limitée, à l'exception des statuts de la société remplacés par une copie du procès-verbal de la décision de création de la succursale ou du bureau de représentation et la nomination d'un dirigeant pour la succursale ou le bureau de représentation.

TYPES DE SOCIÉTÉS

Ce chapitre aborde les principales formes de société au Cambodge, ainsi que les procédures d'enregistrement associées :

- la société privée à responsabilité limitée (inclut également la filiale)
- l'entreprise individuelle
- la succursale
- le bureau de représentation

Société à responsabilité limitée

La société à responsabilité limitée est la forme de société la plus commune au Cambodge. Selon le souhait de former un actionariat 100 % étranger ou mixte, il n'est pas nécessaire de recourir à un partenaire local. Cette forme juridique autorise les actionnaires à établir différentes catégories d'actions avec différents droits et obligations associés. Toutes ces particularités doivent être précisées dans les statuts. Il existe différents types de société à responsabilité limitée :

- Société à responsabilité limitée privée : composée au minimum d'un actionnaire et un administrateur. Ce dernier n'est pas obligé d'être actionnaire de la société. Le maximum est de 30 actionnaires.
- Société à responsabilité limitée publique : autorisée à émettre des titres publics. Seuls les établissements bancaires, financiers et ceux inscrits à la bourse de Phnom Penh sont autorisés à former une société à responsabilité limitée publique. Elle est composée d'au minimum 3 administrateurs et peut avoir plus de 30 actionnaires.

Les sociétés à responsabilité limitée doivent se soumettre à certaines exigences, qui incluent, entre autres :

- Le paiement des taxes : patent tax, withholding tax ou la TVA
- La déclaration annuelle (annual declaration of commercial enterprises) qui permet au MOC d'être à jour sur les informations de la société. Toute entreprise qui ne soumet pas cette déclaration pendant 3 années consécutives sera considérée comme illégale et désinscrite
- La tenue de diverses réunions : réunions du conseil d'administration (tous les 3 mois), réunions des actionnaires (au moins 1 fois par an). Ces réunions doivent

faire l'objet de compte-rendus. Il n'est pas nécessaire, sauf demande express, de les déposer aux autorités

Entreprise individuelle

L'entreprise individuelle ou sole proprietorship est un statut peu utilisé au Cambodge. L'enregistrement peut se faire en ligne sur le site du MOC (après création du compte). Les documents suivants sont à soumettre en ligne (liste non-exhaustive) :

- Un nom à réserver avec la transcription phonétique en khmer
- Un justificatif de domiciliation (contrat de bail, facture d'électricité)
- Copie d'une pièce d'identité
- Une attestation bancaire d'ouverture de compte

Le risque principal de l'entreprise individuelle est que le patrimoine personnel et professionnel n'est pas dissocié.

Succursales

Une société étrangère ou locale peut ouvrir une succursale au Cambodge. La succursale doit porter le même nom que sa société mère. Cette dernière est responsable des pertes et dettes de sa branche qui n'est pas dotée de personnalité juridique. Les succursales ne peuvent bénéficier du statut de QIP.

L'enregistrement d'une succursale est identique à celle d'une société privée à responsabilité limitée.

Bureau de représentation

Tout investisseur qui souhaite prospecter le marché cambodgien avant de s'implanter sous la forme d'une société peut ouvrir un bureau de représentation dont les activités sont limitées. Le bureau de représentation est uniquement autorisé à :

- contacter des clients potentiels et les mettre en relation avec la maison-mère
- fournir des informations commerciales et réaliser des études de marché pour la maison mère
- promouvoir les produits et services commercialisés par la maison mère lors de salons et autres manifestations commerciales
- constituer et gérer un stock de marchandises nécessaire aux salons et autres manifestations commerciales



Revue de droit financier international 2018
Opération de financement de l'année – Myanmar



The Leading 500 Asie-Pacifique 2019
Cabinet Majeur – Laos & Cambodge



Référencé au guide Chambers Asie Pacifique
Groupe 1 – Droit des affaires général – Cambodge



Revue de droit fiscal international 2018
Litiges et contentieux fiscaux
– Cabinet de l'année - Cambodge

DFDL a été fondé en 1994 dans un but unique : créer une structure d'expertise fiscale et de conseil à l'investissement grâce à sa connaissance approfondie des juridictions d'Asie du Sud-Est permettant d'offrir des services pratiques, efficaces et adaptés dans nos domaines d'activité. Notre réseau régional en expansion comptant 13 bureaux répartis dans 9 pays d'Asie témoigne de la poursuite de ces objectifs.

Devenu un acteur régional incontournable dans des affaires, DFDL s'appuie sur 25 ans d'expérience pour permettre à ses clients de bénéficier des meilleures opportunités de croissance dans l'une des régions les plus dynamiques au monde.

Nos domaines d'intervention:

- Droit bancaire et financier
- Investissements étrangers
- Droit commercial et droit des sociétés
- Fusions et acquisitions
- Droit du travail
- Energie et infrastructures
- Droit fiscal
- Droit immobilier

DFDL en chiffres:

- 24 associés dont 6 associés français ou francophones
- 24 nationalités

Présence internationale

- 9 pays: Bangladesh, Cambodge*, Indonésie*, Laos, Myanmar, Singapour, Thaïlande, Philippines* et Vietnam
- 13 bureaux: Bangkok, Dhaka, Hanoi, Ho Chi Minh Ville, Jakarta, Koh Samui, Manille, Naypyidaw, Phnom Penh, Phuket, Singapour, Vientiane, Rangoon

Excellence . Creativity . Trust
Since 1994

BANGLADESH | CAMBODIA* | INDONESIA* | LAO PDR | MYANMAR | PHILIPPINES* | SINGAPORE | THAILAND | VIETNAM www.dfdl.com

*DFDL collaborating firms | *In commercial cooperation with Sarin & Associates

Un bureau de représentation n'est pas autorisé à proposer des services ou engager des activités de construction ou de production. Le bureau de représentation peut, en revanche, négocier des contrats commerciaux pour le compte de la société mère qui est la seule autorisée à contracter. Il n'y a pas de taxes applicables au bureau de représentation puisqu'il ne peut s'engager dans des activités soumises à taxation et ne peut bénéficier des statuts QIP. Le bureau de représentation est tenu de retenir une « withholding tax » sur les salaires versés aux employés et payer la patent tax.

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les enregistrements de brevets et dépôts de marque en France accordent une protection limitée au Cambodge par absence de droit d'auteur international. La propriété intellectuelle des entreprises peut toutefois être enregistrée auprès du MOC et bénéficier d'une protection en vertu du droit local.

Brevets

Le dépôt de brevets répond à la règle « premier arrivé, premier servi » et doit donc être faite avant la mise en vente des produits ou services sur le marché cambodgien. Au Cambodge, une invention peut faire l'objet d'un brevet dès lors qu'elle est nouvelle, innovante et qu'elle peut être industrialisée. Le brevet, détenu par l'inventeur et transmissible aux héritiers, confère une exploitation exclusive pour l'inventeur d'une durée de 20 ans. Toute autre personne doit en demander l'agrément pour un usage dans le pays.

Marques

Les demandes d'enregistrement de marque doivent être faites auprès du MOC et sont valables pour une durée de 10 ans renouvelable.

Droits d'auteur

Les droits d'auteur protègent les œuvres des auteurs, artistes, producteurs de musique, opérateurs de radiodiffusion et télédiffusion. La loi relative à la protection des droits d'auteur est entrée en vigueur

en 2003. Le ministère de l'Information peut autoriser, sur demande, la mise en place d'une gestion collective des droits d'auteur d'une œuvre et des droits connexes détenus par d'autres personnes.

Indications géographiques

Les indications géographiques (IG) permettent de protéger l'origine et l'identité de produits particuliers. Les IG s'appliquent uniquement à certains produits agricoles, alimentaires et artisanaux. L'objectif est de protéger les producteurs, les opérateurs et les consommateurs en imposant un cahier des charges strict qui permet de garantir l'authenticité d'un produit. Les IG visent à protéger et renforcer une expertise, un savoir-faire traditionnel, une identité locale afin de favoriser la création d'emploi dans les zones rurales, la réduction de la pauvreté et le développement du tourisme et de l'agrotourisme notamment.

La loi relative aux indications géographiques, entrée en vigueur en janvier 2014, a mis en place un régime juridique pour l'enregistrement et la protection des indications géographiques. Le demandeur doit déposer un dossier définissant le cahier des charges du produit à protéger (description du produit, de la zone géographique et du savoir-faire employé) auprès du département de la propriété intellectuelle du MOC. Le poivre de Kampot et le sucre de palme de Kampong Speu sont les deux premières IG enregistrées au Cambodge, un projet ayant bénéficié de l'aide l'AFD. Le Champagne est la première appellation étrangère à bénéficier du statut d'appellation géographique au Cambodge.

Contrefaçons

La lutte contre les contrefaçons est soutenue par le gouvernement cambodgien. Le comité de lutte contre la contrefaçon fait état de plusieurs descentes dans des entrepôts de production de contrefaçons dans des secteurs variés : médicaments, vêtements et chaussures, alcool, cosmétiques... Cette lutte bénéficie de l'appui du secteur privé (on note même le développement d'entreprises spécialisées dans le soutien aux entreprises concernées par ce problème) et de l'aide étrangère. Malgré ces efforts, la contrefaçon demeure très présente au Cambodge notamment sur les marchés et parfois dans les centres commerciaux modernes.



DROIT DU TRAVAIL

PERMIS DE TRAVAIL

L'obtention d'un permis de travail est obligatoire pour les travailleurs étrangers. Il doit être demandé ou renouvelé chaque année avant le 31 mars auprès du ministère du Travail. L'employeur a l'obligation d'apporter son soutien à l'employé dans ces formalités administratives et devra payer toute pénalité encourue par l'employé, notamment celle liée à l'irrégularité des conditions de travail passées (visas obtenus sans contrat de travail auprès d'agences ayant contourné les règles par exemple). L'employeur peut cependant demander à l'employé de prendre en charge les frais de procédure.

Les employés de nationalité cambodgienne ne sont pas tenus de détenir un permis de travail. Une déclaration doit cependant être déposée au ministère du Travail afin d'obtenir une carte de travail ainsi qu'une carte d'identification d'emploi.

Une personne exerçant une activité professionnelle sans permis de travail peut faire l'objet d'une amende. Si l'employé n'a pas régularisé sa situation après avertissement, ce dernier peut être expulsé du pays.

Toute entreprise employant un ou plusieurs salariés étrangers doit faire une demande d'agrément. En principe, une fois enregistrée, l'entreprise ne peut employer plus de 10% de travailleurs étrangers dont 6% d'employés spécialisés, 3% d'employés ordinaires et 1% d'employés non-qualifiés. Pour excéder ce quota, l'entreprise doit justifier auprès du ministère du Travail qu'aucun Cambodgien ne correspond aux critères et qualifications du poste à pourvoir.

Les stagiaires sont soumis aux mêmes règles que les employés et entrent également dans le calcul des quotas (s'ils sont étrangers).

Chaque employé doit être répertorié au registre du personnel de l'entreprise, procédure indispensable pour obtenir un permis de travail. Il peut faire l'objet d'un contrôle par le ministère du Travail ou de l'Immigration.

VISAS

Tout étranger exerçant une activité professionnelle au Cambodge doit être titulaire d'un permis de travail (hors diplomatie) et du visa correspondant :

- Visa E communément appelé visa business ; délivré pour une durée de 1 mois ; peut être étendu jusqu'à 1 an ; prix en fonction de la durée demandée
- Visa K pour les personnes justifiant d'origines cambodgiennes (nées de parent(s) cambodgien(s) ou nées au Cambodge) ; durée de validité correspondant à celle du passeport ; renouvelable sur présentation du précédent visa et gratuit. Les titulaires de visa K sont, malgré la reconnaissance de leurs origines, considérés comme étrangers (ils présentent un visa apposé sur un passeport étranger) et sont soumis aux mêmes exigences que les étrangers non titulaires de ce visa concernant les permis de travail

TYPES DE CONTRAT DE TRAVAIL

Les contrats de travail à durée déterminée (durée inférieure à deux ans) et les contrats de travail à durée

indéterminée (sans limitation de durée) sont les contrats les plus courants au Cambodge. Tout CDD octroyé par le même employeur pour une durée supérieure à deux ans est requalifié de CDI.

Il n'existe pas de statut légal propre aux stagiaires. Un stagiaire, parce qu'il reçoit une indemnisation de stage et se présente sur le lieu de travail, est considéré comme employé par la société et donc soumis aux mêmes exigences en matière de permis de travail et de visa.

Le stagiaire bénéficie des mêmes droits et avantages qu'un employé. En l'absence d'indemnisation, le stagiaire sera considéré comme volontaire et ne sera pas soumis aux démarches à effectuer pour l'emploi d'un salarié.

RUPTURE DE CONTRAT

Avant de rompre un contrat de travail, il est nécessaire de respecter un préavis et d'évaluer les potentielles indemnités à verser. La durée de préavis et le montant de l'indemnité varie selon le type de contrat, les motifs de rupture et l'ancienneté du salarié.



CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE

Durée	Motifs de rupture	Préavis	Indemnités
6/12 mois	Expiration du terme ou absence de reconduction	10 jours	5% du salaire global
6/12 mois	Avant le terme	10 jours	100% du salaire jusqu'au terme + 5% du salaire global
12/24 mois	Expiration du terme ou absence de reconduction	15 jours	5% du salaire global
6/12 mois	Avant le terme	15 jours	100% du salaire jusqu'au terme + 5% du salaire global

CONTRAT À DURÉE INDÉTERMINÉE

Durée	Préavis	Indemnités
<6 mois	7 jours	7 jours de salaire
6 mois- 1 an	15 jours	15 jours de salaire
1-2 ans	15 jours	15 jours de salaire par année de présence
2-5 ans	1 mois	15 jours de salaire par année de présence
5-10 ans	2 mois	15 jours de salaire par année de présence
10 ans et plus	3 mois	15 jours de salaire par année de présence

FREE-LANCE

Les free-lance sont confrontés aux difficultés d'obtention de visas longue durée sans présentation d'un contrat de travail. L'unique méthode permettant d'obtenir un justificatif d'emploi au Cambodge (hors salariat) est de créer une structure locale, une procédure longue et coûteuse. Pour ceux qui auraient déjà un visa longue durée, proposer des services dans le cadre d'un contrat de service (type missions de conseil) est envisageable. Le travailleur indépendant ne sera cependant protégé que par les dispositions contenues dans son contrat et non par le droit social.

SALAIRE MINIMUM

L'industrie textile est l'unique secteur économique où s'applique un salaire mensuel minimum mais il est communément appliqué aux autres domaines d'activité. Il augmente chaque année suite aux négociations entre syndicats et gouvernement. Il était de 80 USD en 2013, 170 USD en 2018 et 182 USD début 2019.

Le niveau actuel des salaires est de :

- de 140 à 300 USD pour un employé un peu qualifié
- de 500 à 600 USD pour un technicien
- à partir de 1000 USD pour un spécialiste (ingénieur, directeur des ventes, fiscaliste, juriste...)

TEMPS DE TRAVAIL

La durée journalière de travail est en moyenne de 8 heures, et 48 par semaine extensible à 60 sur 6 jours. Il n'est pas rare de travailler le samedi. La pause déjeuner peut durer jusqu'à 2 heures.

Les travailleurs de nuits (22h-5h) perçoivent un salaire d'un montant double par rapport au salaire de jour. Les dimanches et jours fériés travaillés donnent droit à 150% du salaire.

CONGÉS ET AVANTAGES SPÉCIAUX

Chaque année, le gouvernement publie le calendrier des jours fériés pour l'année à venir. Chaque employé bénéficie de 21 jours fériés décidés par le gouvernement. Si un jour férié tombe un dimanche, il est reporté au lundi.

En cas de congé maladie prolongé, l'employeur est tenu de rémunérer le salarié à 100% le premier mois et à 60% les deuxième et troisième mois. A partir du troisième mois, l'employeur n'est plus tenu à rémunération mais le contrat doit être maintenu jusqu'au 6ème mois.

Après un an de contrat, toute femme bénéficie du droit au congé maternité (90 jours avant ou après la naissance de l'enfant, rémunéré au minimum à 50%).

CHARGES SOCIALES PATRONALES ET SALARIALES

Les cotisations sociales sont très faibles (0,8% de la masse salariale obligatoire pour les sociétés de plus de huit employés) et celle pour l'assurance maladie au Cambodge sont réparties entre l'employeur et l'employé. Chacun abonde 1,3% du salaire moyen brut de l'employé.

SÉCURITÉ SOCIALE

Depuis 1997 et la mise en place du droit du travail, chaque entreprise doit mettre à disposition de ses employés un service d'urgence et de premiers secours. En 2009, le gouvernement royal a mis en place un système de protection des travailleurs nommé "National Social Security Fund" (NSSF). Ce système d'assurance santé pour les cambodgiens (Health Insurance Project HIP) est effectif depuis 2013.

Les entreprises et entrepreneurs doivent s'enregistrer auprès du NSSF. Les instructions sont disponibles sur leur site internet (<http://www.nssf.gov.kh/>). Ce dernier attribue un code d'identité ainsi qu'une carte membre.

RÉGLEMENTATION FISCALE



Toute personne ayant son domicile ou sa résidence principale au Cambodge ou ayant passé plus de 182 jours dans l'année sur le territoire cambodgien est considérée comme résident fiscal.

On distingue 3 catégories de contribuables : les petits (small taxpayers), les moyens (medium taxpayers) et les grands (large taxpayers):

- Les petits contribuables témoignent d'un chiffre d'affaire annuel taxable de 250 M KHR (environ 62 000 USD) à 700 M KHR (173 500 USD). Les entreprises individuelles entrent dans cette catégorie.

- Les moyens contribuables témoignent d'un chiffre d'affaire annuel taxable de 700 M KHR à 4 Mds KHR (environ 1 M USD). Les sociétés et les organisations internationales entrent dans cette catégorie.

- Les grands contribuables témoignent d'un chiffre d'affaire annuel taxable supérieur à 4 Mds KHR. Les sociétés bénéficiant du statut de QIP ou les succursales de sociétés étrangères entrent dans cette catégorie. À compter de son enregistrement au département général des taxes (GDT), toute société est soumise aux taxes et impôts suivants.

TAXES ANNUELLES

A la fin de chaque année fiscale, les moyens et grands contribuables doivent régler soit l'impôt sur les bénéfices soit la taxe minimum. Avant le 31 mars de l'année suivante, toute société doit procéder au paiement d'une de ces deux obligations : celle dont le montant est le plus élevé.

IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

L'impôt sur les bénéfices est un impôt sur les revenus (chiffre d'affaires dont on soustrait les dépenses) avec un taux standard de 20%. Autrefois appelée taxe sur les profits (tax on profit), cette taxe a été requalifiée en 2017 de taxe sur les bénéfices.

CATÉGORIE DE SOCIÉTÉ	TAUX D'IMPOSITION
Entités juridiques	20%
Petits contribuables	Taux progressifs

DÉPENSES DÉDUCTIBLES

En règle générale, les dépenses sont déductibles si elles sont payées ou si elles sont encourues au cours d'une année fiscale. La régulation fiscale précise que les dépenses due à une mauvaise gestion, celles qui bénéficient à un tiers, celles qui couvrent des besoins personnels ou les dépenses somptuaires ne sont pas déductibles de l'impôt.

DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES

Les dépenses non déductibles sont (liste non-exhaustive):

- toute dépense liée aux loisirs
- dépenses personnelles et frais de subsistance

- amendes ou pénalités
- dons, subventions ou aides financières
- pré-paiement de l'impôt sur les bénéfices, taxe minimum ou impôt sur les bénéfices
- prélèvement à la source ou taxe sur salaire supportés par l'entreprise

DÉPENSES NON LIÉES À L'ACTIVITÉ - DÉPRÉCIATION FISCALE

La dépréciation fiscale est basée sur les méthodes de dépréciation suivantes: (Voir tableau ci-contre).

TAXE MINIMUM

La taxe minimum est une taxe annuelle indépendante de l'impôt sur les bénéfices. Elle équivaut à 1% du chiffre d'affaires annuel incluant toute taxe due sauf la TVA. Toutefois, le pré-paiement mensuel de l'impôt sur les bénéfices est souvent suffisant pour couvrir le versement de la taxe minimum.

Certaines entreprises et industries sont exemptées de cette taxe et de son recouvrement mensuel, notamment les entreprises bénéficiant du statut QIP, les institutions éducatives et les PME enregistrées fiscalement en 2017 et 2018.

L'obligation de payer la taxe minimum incombe aux sociétés qui ne tiennent pas correctement leur comptabilité (conformément aux exigences du GDT), celles qui ne peuvent présenter de factures pour les transactions commerciales comme indiqué dans les articles 77 et 98 de la loi sur les taxes (law on Taxation - LOT), celles qui commettent de sérieuses négligences (article 126 LOT), celles qui pratiquent l'évasion fiscale (article 127 LOT) et celles qui ne peuvent présenter un rapport d'audit financier effectué par un auditeur indépendant si leur chiffre d'affaires annuel est supérieur à 2 M KHR (environ 500 000 USD).

CATÉGORIE DE BIENS	MÉTHODE	TAUX
Biens intangibles		
Ayant une durée de vie spécifique	amortissement linéaire	varie sur la base du temps estimé d'utilisation
N'ayant aucune de durée de vie spécifique	amortissement linéaire	10%
Biens tangibles		
Classe 1 : bâtiments, structures et leurs composants de base	amortissement linéaire	5%
Classe 2 : ordinateurs, logiciels et équipements de traitement de données	amortissement dégressif	50%
Classe 3 : véhicules, camions et fournitures de bureaux et équipements	amortissement dégressif	25%
Classe 4 : tout autre bien tangible	amortissement dégressif	20%

TAXES MENSUELLES

Le pré-paiement de l'impôt sur les bénéfices, le prélèvement à la source (WHT), les taxes sur salaire et la TVA sont des taxes mensuelles. Elles doivent être payées dans les 20 jours suivant le début du mois.

PRÉ-PAIEMENT DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

Toute entreprise soumise à l'impôt sur les bénéfices, conformément au régime déclaratif, a pour obligation d'effectuer mensuellement le pré-paiement de l'impôt sur les bénéfices à un taux de 1% du chiffre d'affaires mensuel incluant toute taxe sauf TVA réalisée le mois précédent. Certaines exemptions existent notamment pour les sociétés bénéficiant du statut de QIP.

PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE (WITHHOLDING TAX - WHT)

Les contribuables exerçant une activité commerciale au Cambodge doivent retenir un certain montant des paiements effectués à des résidents fiscaux ou non. Les montants retenus sont remis au GDT.

Le prélèvement à la source ne s'applique jamais en cas d'achat de biens. Le Cambodge a signé des conventions d'imposition bilatérales qui peuvent réduire le taux standard de 14% de la WHT sur certaines transactions.

Les paiements suivant sont soumis à la WHT :

POUR LES PAIEMENTS EFFECTUÉS À DES RÉSIDENTS FISCAUX :	
Prestations de service	15% (exception pour les paiements destinés à un contribuable immatriculé et pouvant émettre une facture de TVA)
Intérêts	15% (exception pour les paiements à des banques locales ou des institutions financières)
Redevances	15%
Loyers	10%
Intérêts sur des dépôts fixes versés par des banques locales à des résidents fiscaux	6%
Intérêts sur les comptes épargnes versés par des banques locales à des résidents fiscaux	6%
POUR LES PAIEMENTS FAITS PAR DES CONTRIBUABLES RÉSIDENTS AU CAMBODGE À DES NON-RÉSIDENTS :	
Intérêts	14%
Redevances, loyers ou autres revenus liés à l'utilisation de propriétés	14%
Frais de gestion et techniques	14%
Dividendes	14%

TAXE SUR SALAIRE

Les individus sont classés entre contribuables résidents et non-résidents pour déterminer la taxe sur salaire. Sera qualifié de résident une personne dont la résidence ou le domicile principal est au Cambodge ou s'il est présent au Cambodge plus de 182 jours par an. Un non-résident est une personne qui ne remplit pas ces critères.

Un résident fiscal est soumis à la taxe sur salaire sur des revenus cambodgiens ou étrangers à un taux progressif de 0% à 20%. Les non-résidents sont soumis à un taux fixe de 20% sur les revenus de salaire provenant du Cambodge.

Le salaire comprend l'ensemble des rémunérations, salaires, primes, heures supplémentaires, indemnités et emprunts ou avances sur les salaires accordés par l'employeur.

La base fiscale de la taxe sur salaire peut être réduite via un remboursement qui s'applique pour tout enfant rattaché fiscalement et conjoint sans emploi d'un employé résident. Le remboursement est de 150 000 KHR (environ 37 USD) pour tout enfant dépendant et conjoint sans emploi.

Sont exclus (liste non-exhaustive) :

- remboursements des frais professionnels par l'employeur si ces frais ont été engagés dans le cadre du travail, s'ils ne sont pas excessifs et s'ils peuvent être justifiés
- indemnités de licenciement dans les limites requises par la loi
- indemnités de logement et frais de déplacement employés dans le cadre professionnel

La Circulaire 011 de 2016 dispose que toutes indemnités reçues par les employés dans le cadre d'activités professionnelles ne tombent pas dans la base de la taxe sur salaire ni de la taxe sur les avantages en nature si des documents justifiants de ces indemnités sont déposés au GDT. La Circulaire étend le critère d'éligibilité à cette exemption aux employés et travailleurs de toute usine et entreprise.

Les indemnités concernées par la Circulaire 011 sont les suivantes (liste non-exhaustive) :

- indemnités de transport couvrant le transport depuis et jusqu'au domicile de l'employé
- indemnités de repas
- primes d'assurance santé ou assurance vie
- sécurité sociale
- allocations de maternité et garderie
- indemnités de départ (conclusion du contrat ou licenciement)

SALAIRE MENSUEL		TAUX PROGRESSIF
KHR	USD (environ)	%
0 - 1 200 000	0 - 300	0%
1 200 001 - 2 000 000	300 - 500	5%
2 000 001 - 8 500 000	500 - 2125	10%
8 500 001 - 12 500 000	2125 - 3125	15%
au-delà de 12 500 001	au-delà de 3125	20%

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

La TVA est applicable à la fourniture de biens et services. Les biens sont définis comme étant des biens tangibles autres que les biens fonciers et fonds monétaires. Les services concernent tout ce qui ne rentre pas dans la définition de biens.

Toute entreprise est tenue d'appliquer la TVA au taux standard de 10% sur tous les biens et services taxables au Cambodge, notamment tous les biens importés sur le territoire. Les produits/stocks exportés sont, en revanche, soumis à un taux de 0%.

Les biens non-soumis à la TVA sont :

- services postaux publics
- hôpitaux, cliniques, services médicaux et dentaires, ainsi que la vente d'équipements médicaux et dentaires
- services de transport détenus à 100% par l'Etat
- services d'assurance
- activités non lucratives d'intérêt public reconnues par le ministère de l'Economie et des Finances
- services d'éducation
- fourniture d'électricité et d'eau potable
- matières premières agricoles
- services d'enlèvement des ordures liquides et solides

AUTRES TAXES

TAXE SUR LES AVANTAGES EN NATURE

Les avantages en nature fournis par un employeur à un employé sont soumis à une taxe de 20%.

Cette taxe concerne les avantages suivants :

- mise à disposition de véhicules pour usage personnel, logement, services et personnel
- formation
- prêt à taux réduit
- rabais sur les produits
- contributions sociales
- primes pour souscrire à une assurance vie ou maladie, sauf si elle est accordée à tout salarié
- loisirs hors contexte professionnel

LA PATENT TAX

La patent tax est une taxe annuelle liée à toute activité exercée sur le territoire par l'entreprise. Si cette entreprise exerce plusieurs activités commerciales, elle sera tenue de payer une patent tax pour chaque activité exercée.

Dans le cas d'une succursale, d'un entrepôt, d'une usine, d'un atelier avec le même objet social et le même lieu, une seule patent tax est à régler.

TYPE DE CONTRIBUTABLE	MONTANT DE LA PATENT TAX EN KHR	MONTANT DE LA PATENT TAX EN USD
Petit contribuable	400 000 KHR	100 USD
Moyen contribuable	1,2 M KHR	300 USD
Grand contribuable	3 M ou 5 M KHR*	750 ou 1 250 USD

*Si le chiffre d'affaires annuel du grand contribuable excède 2,5 M USD, alors la patent tax sera de 1250 USD. S'il est inférieur à 2,5 M USD, la patent tax sera de 750 USD.

IMPÔT SPÉCIAL PORTANT SUR CERTAINS BIENS ET SERVICES

Cette imposition concerne uniquement certains biens ou services, parmi lesquels figurent les boissons gazeuses, les cigarettes, les services de divertissement, de vente de billets internationaux et nationaux, ainsi que les services de téléphonie.

Ces biens sont assujettis à un taux variant entre 3 et 45%. Une taxe supplémentaire de 3% (tax on public lighting) peut s'appliquer à la vente de boissons alcoolisées et de cigarettes importées ou produites localement.

TAXE DE SÉJOUR

Une taxe de séjour s'applique aux services fournis par les hôtels. Elle est de 2% sur les frais d'hébergement incluant tout autre frais de service et taxe sauf TVA et taxe de séjour elle-même.

DROIT DE TIMBRE

Le droit de timbre s'applique sur tout transfert de biens immobiliers, toutes sortes de véhicules et d'actions. Il s'applique également aux contrats de fourniture de biens et de services aux institutions publiques et certains documents légaux relatifs à la création, à la fusion ou dissolution d'entreprises.

OPÉRATION	DROIT DE TIMBRE
Transfert de propriété ou de possession d'un bien immobilier et apport d'un bien immobilier au capital d'une société	4% de la valeur du bien immobilier
Transfert de tout ou d'une partie des actifs d'une société	0.1% de la valeur du titre
Transfert de propriété ou du droit d'usage de véhicules	4% de la valeur du véhicule
Acquisition de propriétés ou de droit d'usage dans le cadre d'une concession par le gouvernement	0.1% du prix de la fourniture de biens et services
Acquisition de propriétés ou de droit d'usage sur les biens immobiliers entre membres de la famille	1 M KHR (environ 250 USD)

TAXE SUR LES BIENS IMMEUBLES

Sont concernés les biens fonciers, maisons, bâtiments et autres constructions. Cette taxe est fixée à 0.1% de la valeur du bien immeuble excédant le seuil de 100 M KHR (soit 25 000 USD). La valeur du bien immeuble est déterminée par le Comité d'évaluation des propriétés immeubles (Immovable Property Assessment Committee) conformément aux prix du marché. La taxe doit être payée avant le 30 septembre de chaque année.

Une taxe supplémentaire correspondant à 2% de valeur estimée par le Comité d'évaluation des terrains inoccupés peut s'appliquer si un terrain n'est pas construit ou si la construction a été abandonnée. Cette taxe doit être payée avant le 30 septembre de chaque année.

TAXE SUR LES DIVIDENDES

La taxe sur les dividendes s'applique sur la distribution de bénéfices qui n'ont pas été précédemment soumis à imposition, au taux plein de 20%, notamment ceux distribués par les sociétés bénéficiant du statut de QIP. Les profits réalisés par les entreprises exemptées d'impôt sur les bénéfices ne sont pas soumis à cette taxe additionnelle sur les dividendes. Cette taxe s'applique également aux succursales qui transfèrent leurs gains à leurs sociétés mères étrangères, qui n'ont pas été taxées à la source.

DOUBLE IMPOSITION

Aucune convention de double imposition n'a été signée entre le Cambodge et la France. Le Cambodge a signé des conventions de double imposition avec Singapour, la Chine, Brunei, la Thaïlande et le Vietnam. Cependant, seules les conventions conclues avec Singapour et la Thaïlande ont été ratifiées et sont entrées en vigueur le 1 janvier 2018.

RÉGLEMENTATIONS DOUANIÈRES

Depuis 1993, le Cambodge a intégré les principales organisations internationales et régionales de commerce : OMC, ASEAN, AFTA... Le pays bénéficie d'accords de libre-échange conclus au titre de l'ASEAN avec la Corée du Sud, le Japon, l'Inde, la Chine, l'Australie et la Nouvelle Zélande.

Le Cambodge tend à se conformer aux accords de l'OMC dont il est signataire : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, accord général sur le commerce et les services, accord sur les aspects commerciaux des droits de propriété intellectuelle (adoption des lois sur les brevets, sur les marques déposées et sur le copyright), accord sur la valeur en douane (CVA), règles d'importation portant sur l'agriculture et règles anti-dumping.

Le Cambodge a accédé à l'ASEAN dès 1999 puis l'ASEAN Economic Community (EAC) en 2015. Il reste cependant libre de fixer les taux d'importation pour les pays hors ASEAN, l'AEC n'appliquant pas de tarif extérieur commun à la manière de l'Union Européenne.

LOI SUR LES DOUANES

La réglementation douanière actuelle se base sur une loi adoptée en juin 2007. Cette loi couvre : l'imposition et la perception des droits, les taxes et frais sur les produits importés et exportés, le contrôle et les réglementation sur le déplacement, le stockage et le transit de ces produits.

Cette loi précise que certains produits sont exempts de droits de douane :

- biens en transit (importés temporairement sur le territoire)
- biens utilisés pour des missions diplomatiques ou consulaires étrangères, des organisations internationales et des agences de coopération technique de gouvernements étrangers
- biens personnels utilisés par les agents de telles

organisations ou agences

- biens d'origine cambodgienne ou revenant de l'étranger après que des taxes douanières aient déjà été acquittées au Cambodge

- biens donnés à des fins caritatives, de recherche ou importés à des fins scientifiques, ainsi que les biens n'ayant aucune valeur marchande

PROCÉDURES DOUANIÈRES ET TARIFS

L'ensemble des procédures douanières et tarifs sont disponibles et mis à jour régulièrement sur le site du département général des Douanes : customs.gov.kh

Plusieurs taxes s'appliquent aux produits importés ou exportés au Cambodge :

TAXE	TAUX
Droits de douane (importation)	De 0 à 35%
Droits de douane (exportation)	De 0 à 50%
Taxe spéciale	De 0 à 50%
Taxe supplémentaire	0.02USD/litre de pétrole, 0.04USD/litre Diesel
TVA	10 %

Une dizaine de membres de la CCIFC proposent des services d'accompagnement aux entreprises désireuses d'importer ou exporter des produits au Cambodge. Plusieurs francophones sauront prêter conseil sur les autorités à contacter, les procédures à engager, les formulaires à remplir... La CCIFC est disponible pour vous mettre en contact avec ces derniers.

RESTRICTIONS

Le Cambodge interdit actuellement l'importation commerciale de stupéfiants, substances psychotropes et leurs précurseurs, déchets toxiques, certains produits et substances chimiques et certains pesticides. Des règlements gouvernementaux interdisent également l'importation d'ordinateurs usagés et pièces détachées, déchets ménagers et déchets dangereux (circuits des climatiseurs usagés notamment). L'ensemble des produits interdits à l'importation sont listés dans le sous-décret 209 "List of restricted and prohibited goods", du 31 décembre 2007. Certaines importations sont soumises à des autorisations préalables et restrictions quantitatives (médicaments, objets d'art, produits agricoles).

Les fournisseurs de produits nuisibles à la santé ou la sécurité publique doivent certifier de leur conformité aux standards de l'Institut des standards du Cambodge. L'Institut des standards du Cambodge, créé en 2008, offre des formations et conseils aux entreprises souhaitant enregistrer et certifier leurs produits.

PROGRAMMES D'INCITATION AUX ÉCHANGES ET SOUTIENS

Le gouvernement a mis en place divers outils qui permettent de bénéficier d'allègements de droits de douanes ou de procédures plus souples :

- Le statut de Best Trader attribué aux entreprises réunissant certains critères
- Les Qualified Investment Projects (voir page 63)
- Les zones économiques spéciales

Des procédures spéciales ont également été mises en place pour les entrepôts sous douanes et les produits importés via Duty Free.



RÉGIME FONCIER

PROPRIÉTÉ ÉTRANGÈRE

Une restriction générale à l'égard des étrangers s'applique concernant la propriété foncière au Cambodge. Selon la Constitution et la loi foncière de 2001, seules les personnes physiques et morales de nationalité cambodgienne peuvent acquérir des biens immobiliers au Cambodge. L'utilisation de prête-nom est interdite par la loi. Seule la personne dont le nom figure sur le titre de propriété ou de possession sera considérée comme étant la propriétaire légale du bien.

Cette restriction ne concerne pas la propriété de condominiums (tours d'appartements récentes incluant parfois des services) et d'immeubles partagés. Les étrangers peuvent acquérir des appartements à partir du 2ème étage (hors rez-de-chaussée et sous-sol). Il ne peut, en revanche, y avoir plus de 70% de propriété étrangère par condominium. Des formalités particulières doivent être entreprises afin de délivrer des titres de propriété pour chaque appartement.

SOCIÉTÉS IMMOBILIÈRES

Selon la loi, est de nationalité cambodgienne toute personne morale ayant au minimum 51% des parts sociales détenues par une personne (physique ou morale) de nationalité cambodgienne. Dès lors, les étrangers souhaitant acquérir un bien immobilier au Cambodge peuvent constituer une société immobilière de droit cambodgien dont ils peuvent détenir jusqu'à 49% des parts sociales. La société immobilière sera considérée comme étant propriétaire et le nom de la société sera inscrit sur le titre de propriété ou de possession. Pour sécuriser ces investissements, il est possible d'enregistrer une hypothèque sur les biens immobiliers acquis via la société immobilière.

Si la création d'une société immobilière est inenvisageable en raison des coûts financiers et de la lourdeur administrative qu'elle engendre, les baux à long terme peuvent s'avérer être une option. Est considéré comme étant à long terme, tout bail dont la durée est de minimum 15 ans (jusqu'à 50 ans renouvelable). Pour être opposables aux tiers, les baux à long terme doivent faire l'objet d'un contrat signé par les parties et être enregistrés auprès des autorités foncières cambodgiennes.



TITRES DE PROPRIÉTÉ/POSSESSION

Il existe 2 types de titre : un titre de propriété (hard title) et un titre de possession (soft title).

Le hard title est la forme de titre la plus sûre. C'est un titre de propriété enregistré et certifié par le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme et de la Construction, département du cadastre. Il est reconnu au niveau national.

Un soft title est la forme de titre la plus répandue. C'est un titre de possession : il ne prouve pas la propriété du bien (mais simplement sa possession). Ce titre est reconnu au niveau local (quartier et commune).

RECOMMANDATIONS

Avant d'acquérir tout bien immobilier au Cambodge, il est recommandé de procéder à une recherche sur titre pour s'assurer que le vendeur est bien le propriétaire légal du bien et qu'il n'y a pas de servitudes, telles qu'une hypothèque, grevées sur le bien. Cette recherche nécessite l'intervention d'un avocat ayant pour rôle de consulter les autorités foncières pour l'obtention de ces renseignements.

CHAPITRE 7

PREMIER PAS AU
CAMBODGE

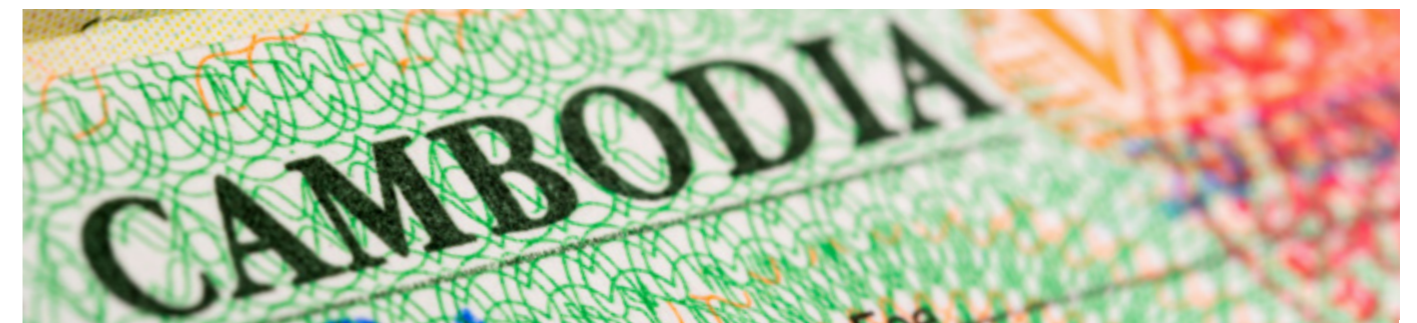
VISA

Nous suggérons de demander un visa E (visa business) à l'arrivée au Cambodge. C'est l'unique visa extensible en visa longue durée après obtention du contrat et du permis de travail. Tous les postes frontières terrestres ne proposent pas la procédure du visa E.

Il est possible d'en faire la demande à l'arrivée des 3 aéroports internationaux du Cambodge.

Le visa T (tourisme) ne peut donner lieu à la délivrance d'un visa longue durée.

Visa E (business)	Valable 30 jours, il peut être étendu pour 1, 3, 6 ou 12 mois
Visa T (tourisme)	Valable 30 jours et renouvelable une fois
Visa K (demandeurs d'origine cambodgienne)	Valable le temps de validité du passeport
Visa A B C D	A l'attention des diplomates



US ET COUTUMES

Comme dans beaucoup d'autres pays, les relations d'affaires au Cambodge se fondent sur les relations personnelles. Le réseau personnel est important pour entrer en contact et établir un climat de confiance. Pour créer une relation d'affaires, il est préférable d'être introduit au préalable par un contact commun. Bien qu'ils ne soient pas absolument nécessaires, les cadeaux sont appréciés, tout comme les invitations à déjeuner ou à dîner.

Il est conseillé aux voyageurs d'affaires de venir au Cambodge avec des cartes de visite. Leur échange de carte formalise la rencontre. Les cartes doivent être distribuées ou reçues avec les deux mains, en signe de respect. Il convient de prendre quelques secondes pour examiner la carte reçue. C'est particulièrement important pour les hommes d'affaires sino-khmers qui occupent souvent des postes importants.

Le « sampeah » est le geste traditionnel de salutation. Il consiste à joindre les deux paumes de main devant la

poitrine, doigts tendus. Ce geste est utilisé au moment de la rencontre, des aurevoirs, des remerciements, notamment dans le cadre de réunions avec le gouvernement ou la royauté. Il est cependant de plus en plus populaire de se serrer la main. Les étrangers peuvent serrer la main aux hommes comme aux femmes, mais il est préférable que ces dernières tendent la main.

Toucher la tête de quelqu'un, diriger le pied vers quelqu'un ou pointer du doigt le visage sont des gestes très grossiers et offensants. Porter un chapeau dans une maison ou tout autre bâtiment, et particulièrement dans les temples, est considéré comme impoli.

Si la tenue d'affaire formelle occidentale n'est pas la plus confortable au Cambodge, il est cependant conseillé pour les hommes de porter un costume et, en fonction du niveau de la rencontre, une cravate et les femmes une robe ou un tailleur lors de réunions formelles. Dans un cadre moins formel, une tenue professionnelle plus décontractée peut être appropriée.

SANTÉ

En complément des vaccins obligatoires en France, l'Institut Pasteur suggère les vaccins suivants : l'hépatite A et, en fonction des modalités de séjours, encéphalite japonaise, hépatite B, rage et typhoïde. Le risque de paludisme existe tout au long de l'année dans les provinces rurales forestières. Il est inexistant à Phnom Penh et aux alentours du Tonle Sap (Siem Reap et temples d'Angkor).

L'ambassade de France au Cambodge propose une liste des principaux cabinets médicaux disponible via: kh.ambafrance.org/Fiche-medicale

LANGUE

Le khmer est la langue officielle du Cambodge. L'anglais est couramment utilisé dans les réunions d'affaires et le français n'est pas en reste auprès de la population la plus éduquée. Certains hauts fonctionnaires du gouvernement préfèrent utiliser le khmer pendant les réunions officielles.



COMMUNICATION

Téléphones (fixes ou portables), fax et internet sont disponibles au Cambodge. Les tarifs téléphoniques internationaux sont peu élevés chez les opérateurs de téléphonie mobile. 3 principaux opérateurs mobile couvrent le pays : Smart, Cellcard et Metfone. Les couvertures 3G et 4G sont très satisfaisantes. Un passeport vous sera demandé pour les délivrance d'une carte SIM.

Les services internet s'améliorent rapidement, tant en termes de prix que de services, mais la connexion haut débit illimitée reste relativement chère. L'accès internet via wifi est disponible dans la plupart des hôtels, restaurants et cafés sans restriction.

ESPACE DE TRAVAIL

Plusieurs solutions sont possibles :

- des incubateurs et business center proposent des espaces de travail ou de coworking aux entrepreneurs individuels. Louer un espace dans ces bureaux partagés est une bonne façon de rencontrer les nombreux entrepreneurs de toutes nationalités actifs au Cambodge et intégrer le tissu de PME et start-up du pays
- des tours de bureau proposent des offres comprenant espace et services (ménage, maintenance...)
- la location d'appartements ou de villas pour y loger son entreprise est envisageable, après consentement du propriétaire et accord préalable des autorités du quartier.

TRANSPORTS

Il est conseillé d'utiliser les applications de transports type Grab, Passap ou Wego pour se déplacer dans les grandes villes. Utiliser ces applications requiert d'acheter une carte SIM locale mais apporte un réel gain de temps et d'économie. Ces applications permettent en effet d'être rapidement mis en relation avec un chauffeur à proximité et évitent de devoir négocier la course. Plusieurs types

de véhicule sont proposés : voiture, rickshaw (trois roues ouverts sur les côtés), moto ou tuk-tuk...

Nous ne recommandons pas l'utilisation des moto-taxis et des 2 roues en général car les risques d'accident sont plus élevés. Attention également aux vols à l'arraché.

Il est conseillé d'emprunter l'avion pour se déplacer entre Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville. Pour rejoindre d'autres villes et provinces, la location d'un taxi privé est la meilleure solution.

Voyager de jour plutôt que de nuit est fortement conseillé. Pendant la saison des pluies, certaines routes sont inaccessibles.

TRANSPARENCE

Toute entreprise doit être consciente que la corruption peut avoir des implications directes sur la gestion de l'entreprise. Le manager doit tracer une ligne claire entre

les voies raisonnables du commerce international et des pratiques relevant de la corruption. Les pots-de-vin ouvrent la voie aux performances de mauvaise qualité et la perte de repères moraux parmi le personnel de l'entreprise. La corruption mène à la propagation de pratiques commerciales contraires à l'éthique.

L'OCDE a adopté une convention, en décembre 1997, sur la lutte contre la corruption. Celle-ci établit des normes juridiques contraignantes qui font de la corruption d'agents étrangers dans les transactions commerciales internationales une infraction pénale. Le Cambodge a par ailleurs adopté une législation spécifique en 2010 et 2012 qui met en place un dispositif contraignant contre les pratiques de corruption. Un comité de lutte contre la corruption a également été mis en place par le gouvernement cambodgien.

La CCIFC souscrit aux principes de cette convention et invite les lecteurs à prendre connaissance du décret n° 2000948 du 28 septembre 2000 portant sur cette convention.



*L'assurance santé
pour tous !*

CONTACTS

CCI FRANCE CAMBODGE

Étage 3
#30 Preah Norodom (corner st. 148)
Bred Bank building 3rd floor
Khan Daun, Phnom Penh, Cambodia

Tél : (+855) 23 989 209
Email : ccifc@ccifcambodge.org

EUROPEAN CHAMBER OF COMMERCE IN CAMBODIA

Étage 3
#30 Preah Norodom (corner st. 148)
Bred Bank building 3rd floor
Khan Daun, Phnom Penh, Cambodia

Tel: +855 023 964 141 / +855 010 871 388
Email: info@eurocham-cambodia.org

PRINCIPALES ANTENNES DU GOUVERNEMENT

Conseil pour le Développement du Cambodge

Government Palace, Sisowath Quay, Wat Phnom,
Phnom Penh, Cambodia
cambodiainvestment.gov.kh

Banque nationale du Cambodge

#88 Street 102 Corner Street 19 Sangkat Wat
nbc.org.kh/english

Ministère du Commerce

Lot 19-61, MOC road (113B Road), Khan Sen Sok,
Phnom Penh
moc.gov.kh

Ministère de l'Économie et des Finances

N°60, street 92, Sangkat Wat phnom, Phnom-Penh
mef.gov.kh

Ministère de l'Industrie et de l'Artisanat

N°45, Norodom Boulevard, Phnom Penh
mih.gov.kh

Ministère du Tourisme

Lot 3A, St 169, Veal Vong commune, Prampi Makara
District, Phnom Penh, Cambodia
tourismcambodia.org

Département des taxes

N°522-524, Corner Russian Federation & mao tseong bld,
Sangkat toek laak I, Khan tuol kork, Phnom Penh
tax.gov.kh

Département des douanes

N°6-8, preah norodom boulevard, Sangkat Phsat thmei II
Khan Daun penh, Phnom Penh
customs.gov.kh

Ministère de l'Intérieur

275 Norodom Blvd, Phnom Penh
interior.gov.kh

Municipalité de Phnom Penh

N°69 Preah monivong boulevard, sangkat srah chak,
Khan Daun Penh, Phnom penh
phnompenh.gov.kh

CONTACTS MULTILATÉRAUX

Asian Development Bank au Cambodge

No. 29, Preah Suramarit Blvd, Phnom Penh
adb.org/carm

International Finance Corporation

5th Floor, Phnom Penh Tower, No. 445, Preah Monivong
Blvd, Phnom Penh
shor@ifc.org ifc.org

International Labour Organization

2nd Floor, Phnom Penh Center, Building F, St. 274/3,
Phnom Penh
phnompenh@ilo.org

United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)

No. 53, St. 51, PO BOX 877, Phnom Penh

Banque Mondiale

No. 113, Preah Norodom Blvd, Phnom Penh
worldbank.org

Délégation de l'Union Européenne

N°100A, Preah Norodom Boulevard, Khan daun penh,
12207 Phnom Penh
eeas.europa.eu/delegations/cambodia

CONTACTS DIPLOMATIQUES ET BILATÉRAUX

Ambassade De France au Cambodge

1 Monivong boulevard, Phnom Penh, Phnom Penh
kh.ambafrance.org/Coordonnees-de-l-Ambassade

Agence Française de Développement

Preah Ang Eng St. (13), Phnom Penh
afd.fr/fr/page-region-pays/cambodge

REMERCIEMENTS

Un grand merci à ceux qui ont contribué à la réalisation de ce guide (par ordre alphabétique) : Nodira Akhmedkhodjaeva, Margaux Bardet, Anne-Laure Bartnay, Coralie Baudet, Erwan Baudin, Fabrice Bernard, Edouard Bello, Andeol Cadin, Pascal Catry, Cécile Dahomé, Antoine Denizart, Julien Dupont, Cécile Ga, Romain Grosjean, James Happel, Camille Louyot, Julien Rayssiguier, Adrienne Ravez, Fanny Risaletto, Natalja Rodionova, Maxime Rosburger, Mathilde Vasseur, Tim Waterfield et James Zenke.

Nos remerciements à l'équipe DFDL pour l'aide fournie sur la partie juridique, l'ambassade de France au Cambodge, le service économique et l'Agence française de développement pour la mise à disposition de documents sur demande de la CCIFC.

Merci enfin aux entreprises qui soutiennent cette publication à travers la publicité, nos généreux sponsors et l'ensemble de nos membres.



*Entreprendre au Cambodge
Imprimé en juin 2019 à Phnom Penh*

Chef de projet : Martin Brisson

Rédacteurs : Martin Brisson, équipe de DFDL, Marie Hégly, Mathilde Vasseur

Design : Nina Guy



CCI FRANCE CAMBODGE

Étage 3

No. 30 Preah Norodom Blvd,
Khan Daun Penh, Phnom Penh

Tél: +855 (0) 23 989 209

Email: ccifc@ccifcambodge.org

ccifcambodge.org/

